

Pensons famille

Bulletin du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Volume 16, numéro 77, septembre 2004

Éditorial

Monsieur le Ministre (Cinquième lettre)

Montréal, le 30 septembre 2004

Monsieur Claude Béchar
Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Monsieur le Ministre,

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec, selon son habitude, profite de l'éditorial de son bulletin *Pensons famille* pour vous écrire et partager avec vous ses réflexions et ses préoccupations sur votre document de consultation *Vers une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille*, publié en date du 30 juin 2004.

Notre première considération est à l'effet que si, alors, on parlait de conciliation famille-travail, on parle, maintenant, de conciliation travail-famille.

Nous avons l'impression, sinon la certitude, qu'avant la publication de ce document, que la famille était la référence première de notre société et que maintenant c'est le travail.

Nous tenons à souligner ce changement de perspective. Ce n'est pas un progrès de société.

Notre deuxième considération est à l'effet que bien qu'il faille parler de conciliation famille-travail, il faut aussi parler de conciliation famille-études.

Le Québec étant en déficit démographique, nous avons la conviction qu'une politique cohérente de la population passe également par une politique de conciliation famille-études : c'est en effet à l'âge et à l'époque des études que les couples sont jeunes et les plus fertiles.

Une politique familiale globale doit intégrer et développer une politique de l'aide aux études. Or, par les temps qui courent, les milieux des études et des étudiants ne semblent pas très contents et satisfaits de la situation. Il faudrait, entre autres, regarder de nouveau la question des prêts et bourses, faciliter la formation continue pour les femmes avec enfants, considérer la situation d'un parent qui retourne aux études après avoir été sur le marché du travail.

Notre troisième considération est à l'effet qu'il faut prendre en considération la situation des travailleuses et travailleurs vieillissants au Québec.

Le Conseil des aînés dans son Avis sur la situation des travailleuses et travailleurs vieillissants au Québec trop JEUNE trop VIEUX, publié en date du 7 octobre 2002, y allait de considérations et recommandations : « 1. Pour contrer la rareté et la pénurie de main-d'oeuvre et faire face au déclin prévu de la main-d'oeuvre active, en concertation avec les milieux de travail. 2. Pour assurer aux travailleuses et travailleurs vieillissants le pouvoir de choisir la solution qui leur convient. 3. Pour maintenir une main-d'oeuvre dynamique nécessaire au développement social et économique. » pp. 37-38. Nous vous renvoyons à cet Avis.

Notre quatrième considération concerne le temps des familles.

Les familles manquent de temps. Ce manque de temps peut s'exprimer de plusieurs façons. Il suffit d'écouter chaque famille. Les temps supplémentaires sans planification dérangent la vie familiale.

Des banques de temps pris à même les temps de travail favoriseraient les visites chez l'optométriste et le médecin, les rencontres avec les professeurs à l'école. Des horaires flexibles permet-

traient aux parents de contourner les heures de pointe et dans beaucoup de grandes villes le trafic des ponts.

Il faut regarder de plus près les expériences faites en Italie sur la mission des villes : chez nous, les villes aménagent le territoire, là-bas, les villes aménagent le temps. Des coopératives d'entretien municipales gèrent les travaux et les temps de travail en fonctions des tâches et des ressources et besoins de leurs membres.

Toujours reliés au temps, les aménagements suivants favoriseraient la vie de famille. Les jeunes parents sont aussi des jeunes travailleurs et n'ont pas la priorité des vacances en été alors que les enfants, eux, sont en vacances. La facilitation de faire les devoirs à l'école dégagerait du temps de vie familiale. À ce propos, il faut prendre également en considération que beaucoup de parents sont mal habiles pour les tâches scolaires. Le recours au temps partiel, aux horaires souples et au travail autonome, peut favoriser la vie familiale. Aussi, les services de garde sur le milieu de travail.

Notre cinquième considération concerne la situation économique des familles.

La pauvreté des enfants n'existe pas. Il existe la pauvreté des familles. Cette pauvreté est conséquente au manque de travail ou au travail mal rémunéré. Elle est aussi conséquente aux contraintes qu'ont plusieurs travailleuses et travailleurs face au travail.

Notre société a « un filet de sécurité sociale », mais notre société doit avoir « un plan pour éliminer la pauvreté ». Les conditions économiques associées au travail doivent être motivantes et déterminantes pour les familles. La dignité des familles qui travaillent est un atout de société. Beaucoup de familles québécoises sont des familles monoparentales dont la cheffe de famille est une femme. Ainsi l'équité salariale doit être mise en place sans retard et sans restriction.

Des parents qui veulent rester à la maison pour des raisons familiales ne doivent pas être pénalisés dans leur ancienneté ou leur fonds de pension. Ça peut être pour élever des enfants ou prendre soin de parents âgés ou malades.

Encore que les familles aient un logement convenable.

Notre sixième et ultime considération est d'ordre démographique.

La démographie est un triptyque composé de la natalité, de l'adoption et de l'immigration.

Nous croyons qu'il faille favoriser ceux qui veulent avoir un troisième enfant ou plus, ceux qui veulent adopter à l'étranger, ceux qui veulent élever leurs familles au Québec. Il ne faut pas que les familles qui sont dans ces situations soient empêchées pour des raisons économiques.

Ces réflexions et considérations qui sont nôtres reflètent notre conception d'une politique familiale globale qui a comme caractéristique l'autonomie, l'horizontalité, la verticalité, la subsidiarité.

Mais que serait une politique familiale globale, si ne sont pas assurés pour les familles la nutrition, le vêtement, le logement, la santé, l'éducation et le travail.

Monsieur le Ministre, nous vous remercions de nous avoir consultés. Nous vous remercierons d'avantage, nous en avons la certitude, après la prise en considérations de nos propos.

Nous vous saluons chaleureusement.

Le Président
Richard Sarrasin, t.s.
Membre du Conseil des aînés

Le Directeur général
Yves Lajoie

Lire et faire lire

L'équipe de Lire et faire lire



Assises :

Manon Bourbeau - Présidente
Parents Secours du Québec

Annie Proulx - Directrice générale

N'apparaissent par sur la photo :

Patick Beaudin

Société pour la promotion de la science et de la technologie (SPST)

Hélène Wavroch

Conseil des aînés du Québec

Debouts :

Yves Lajoie

Le Regroupement inter-organisme
pour une politique familiale au Québec

Lise Saint-Pierre

Association des retraitées et retraités de l'enseignement
du Québec AREQ

Pierre Riley

Fédération des centres d'action bénévole du Québec
FCABQ

Véronique Bomal

Les enfants de Béthanie

Ginette Major

Union des écrivaines et des écrivains québécois UNEQ

JoAnne Turnbull

Réseau BIBLIO du Québec

Pierre Lavoie

Union des écrivaines et des écrivains québécois UNEQ

Marie Goyette

Les Bibliothèques publiques du Québec

Denise Campeau Blanchette

Confédération des organismes familiaux du Québec



Vous êtes une personne retraitée
et disposez de temps libre pour Lire et faire lire

Vous êtes membre du personnel d'une école
et souhaitez intégrer,
dans votre projet pédagogique,
le programme Lire et faire lire

Vous oeuvrez pour une association locale
et souhaitez implanter et coordonner,
dans votre région,
le programme Lire et faire lire

Commandez votre

« Trousse d'information et d'adhésion à Lire et faire lire »

Lire et faire lire

45, rue Argyle
Saint-Lambert (Québec) J4P 2H2

* Vous pouvez nous joindre

Vox : (1-450 466-5705 ou au 1 888 466-5705

Fax : (1-450 466-8612

info@lireetfairelire.qc.ca

www.lireetfairelire.qc.ca

**Le plaisir de la lecture
pour les enfants
par des retraités bénévoles**

L'intégration des services de santé et des services sociaux

La rencontre du 21 avril 2004

Des agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ont été mises en place dans quinze régions du Québec le 30 janvier, date qui marque également l'abolition des régies régionales. Le mandat central des nouvelles agences consiste à favoriser la mise en place, au cours des prochains mois, des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux.

La mise en place de réseaux locaux de services amènera tous les intervenants d'un même territoire à se porter responsables de l'accessibilité et de la continuité des services offerts à leur population. Cette nouvelle formule profitera à tout le monde, et en particulier aux personnes plus vulnérables comme celles qui ont des problèmes de santé mentale, celles qui souffrent de maladies chroniques, les personnes en fin de vie, les personnes âgées en perte d'autonomie ou encore les jeunes en difficulté.

La mission première du réseau local sera d'assurer à la population de son territoire l'accès à une large gamme de servi-

ces de santé et de services sociaux de première ligne (prévention, évaluation, diagnostic, traitement, réadaptation et soutien dans le milieu de vie). La gamme couvrira aussi les services médicaux généraux et les services d'hébergement institutionnels et non institutionnels, de même que les services hospitaliers généraux et spécialisés de base; on devra également y retrouver les activités et les services de pharmaciens.

Au coeur de chacun des réseaux locaux de services, se trouvera une instance locale qui regroupera un CLSC, un CHSLD et un centre hospitalier. Si le territoire de l'instance locale ne compte pas d'hôpital, elle devra, pour assurer à la population l'accès à des services hospitaliers généraux et spécialisés, prendre une entente avec un établissement exploitant un centre hospitalier lorsqu'un tel établissement n'a pu être inclus dans l'instance en raison de l'absence de tels services sur son territoire, ou en raison de la complexité d'intégrer de tels services avec les autres services de l'instance locale...

Les personnes ressources

Mme Michèle Auclair
Conseillère spéciale à l'implantation
des réseaux locaux de services
Cabinet du Sous-ministre
Ministère de la Santé et des Services sociaux

M. Claude Saint-Georges
Responsable de l'information
Fédération de la santé et des services sociaux CSN
Coalition Solidarité Santé

Mme Nicole Clouâtre
Directrice générale
CLSC Villeray



Madame Michèle Auclair

Mme Michèle Auclair
Conseillère spéciale à l'implantation
des réseaux locaux de services
Cabinet du Sous-ministre
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Plan de la présentation

- > Les constats
- > Le projet d'intégration des services
- > La gestion du changement

PREMIÈRE PARTIE : LES CONSTATS

- Constats de la Commission Clair (2000)
- > Face aux défis : gérer les changements
 - > L'organisation des services
 - > Les ressources humaines
 - > Le financement public
 - > La gouverne

Face aux défis : gérer les changements

- > La transition démographique
 - Baisse de 20% des 0-14 ans et augmentation de 92 % des 65 ans et plus de 1996 à 2001
- > La transition épidémiologique
 - Cancer, diabète, violence, suicide, troubles d'adaptation, etc.
- > La transition technologique
 - Équipements diagnostiques, médicaments, technologie de l'information

L'organisation des services

- > Problèmes majeurs d'accessibilité, de continuité et de coordination

- Un accès et une continuité déficients
 - . Pour le citoyen
 - . Pour les professionnels de la santé (accès des médecins aux plateaux techniques et aux consultations de spécialistes)
- > Une organisation de services des années 1970
 - Pratique professionnelle individuelle
 - Autonomie de chaque établissement
 - Fonctionnement en « silos »
 - Un réseau de cabinets de médecins développé en parallèle du réseau de CLSC
- > Une mauvaise répartition des effectifs
 - Notamment les médecins

Les ressources humaines

- > Fort absentéisme (détresse psychologique)
- > Départs massifs à la retraite
- > Faible capacité d'attraction du réseau
 - En particulier les cadres
- > Dirigeants d'établissement pratiquement dépossédés de leur pouvoir de gestion
- > Modes d'organisation du travail trop rigides

Le financement public

- > Obligation de faire des choix
 - Les systèmes rationnent
- > Considérer la performance du système de santé
 - Les services assurés sont-ils les bons?
 - En avons-nous pour notre argent? (Notre système est-il économique, efficace, efficient?)
- > Enjeu de financement à long terme



La gouverne

- > Équipes de gestion locale à l'écart des grandes décisions
- > Régies régionales accusées d'ingérences dans la gestion interne des établissements
- > Fonctionnement en « silos »
 - Guerre entre établissements
- > Forte politisation d'un trop grand nombre de décisions ad hoc prises au palier national
- > Questionnement sur la capacité du ministère d'assumer un triple rôle de direction, de gestion et de contrôle
- > Absence de vision cohérente et mobilisatrice quant à la finalité et aux grandes orientations du système

DEUXIÈME PARTIE

Le projet d'intégration des services

Les objectifs

- > Promouvoir la santé et le bien-être
- > Rapprocher les services de la population
- > Offrir des services plus accessibles, mieux coordonnés et sans rupture
- > Faciliter le cheminement de toute personne dans le réseau
- > Assurer une meilleure prise en charge des personnes, particulièrement les plus vulnérables

Les deux principes qui orientent l'action

- > La responsabilité populationnelle
- > La hiérarchisation des services

Les caractéristiques des réseaux locaux de services

- > Le territoire local
- > Une instance locale responsable de la gouverne
- > L'accès à une large gamme de services
- > Les acteurs du réseau local de services
- > Des ententes pour assurer l'accès et la prise en charge
- > Des modalités de participation de la population

L'instance locale

- > Regroupe CH-CLSC-CHSLD
- > S'associe à des partenaires locaux :
 - GMF
 - Cabinets privés
 - Organismes communautaires
 - Pharmacies - Etc.
- > Et a des partenaires régionaux:
 - centres jeunesse
 - centres de réadaptation
 - centres hospitaliers surspécialisés par le biais des RUIS

Les nouvelles agences

- > Un C.A. nommé par le ministre
- > Leur rôle pendant la transition
 - Élaborer un modèle d'organisation des réseaux locaux
 - Le soumettre à une large consultation publique
 - Mettre en place les instances locales retenues par le Ministre
 - Assurer le partenariat avec les RUIS

Les nouvelles agences (suite)

- > Poursuivre les mandats des anciennes régies régionales
 - Allouer et gérer les ressources financières
 - Planifier les ressources humaines
 - Organiser les services médicaux
 - Favoriser les relations entre les régions
 - Assurer les fonctions de santé publique
 - Gérer les services préhospitaliers d'urgence et le programme de soutien aux organismes communautaires

Le calendrier 2004

30 janvier	Mise en place des agences
30 avri	Réception des propositions de réseaux locaux
Mai-juin	Recommandation ministérielles et décision gouvernementale s
Juill.-sept.	Mise en place des conseils d'administration et des directions générales
Sept.-déc.	Enrichissement des projets cliniques

Le calendrier (suite)

- > Première phase de changements
- > Révision globale de la loi dans les prochains mois

TROISIÈME PARTIE

La gestion des services Peut-on faire mieux? Comment?

L'approche retenue

- > Guider : les orientations et balises
- > Miser sur le milieu : pas de mur à mur
- > Associer les différents partenaires
 - Les médecins
 - Les associations d'établissements
 - Les organismes communautaires
 - Les directeurs généraux et leurs cadres
 - Les RUIS
- > Soutenir
 - Les agences
 - Les directeurs généraux
- > Évaluer
 - L'implantation
 - Les résultats

Les leviers

- > Les programmes de services
- > Les nouveaux modes d'allocation et de rémunération des médecins
- > Une organisation du travail plus souple
- > Les systèmes d'information
- > Les modes d'association avec les cliniques médicales
- > Des ententes pour la répartition des effectifs médicaux
- > Une culture de résultats

Cycle de gestion visant l'atteinte des résultats

- > Le cahier des charges
 - Les attentes du ministère
- > L'offre de services
 - La réponse des agences
- > L'entente finale
 - Les objectifs convenus à atteindre (incluant l'obligation de l'atteinte de l'équilibre budgétaire)
- > Le suivi en continu de l'entente
 - Permet d'apporter des correctifs en cours d'année
- > Le bilan
 - Permet la reddition de comptes finale
 - Sert d'éléments de base au prochain cycle

Malgré tout, des craintes...

- > Seulement une réforme de structure ?
- > L'« écrasement » de la première ligne et de la prévention
- > Les déficits actuels et accumulés

En guise de conclusion

- > Une très forte déconcentration de la gestion quotidienne et des moyens vers les réseaux locaux
- > Des agences de plus petite taille
- > Davantage orienté sur le suivi des résultats
- > Un ministère recentré sur ses fonctions de planification, de financement, d'évaluation, de reddition de comptes et de santé publique

www.familis.org/riopfq/publication/pensons77/auclair.html

**Santé
et Services sociaux**

Québec 

www.msss.gouv.qc.ca/

ministre@msss.gouv.qc.ca

Montréal

600, rue Fullum
7e étage
Montréal (Québec) H2K 4S7
Vox : (1-514) 873-3700
Fax : (1-514) 873-7488

Québec

Édifice Catherine-de-Longpré
1075, chemin Sainte-Foy
15e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Vox : (1-418) 266-7171
Fax : (1-418) 266-7197

Madame Nicole Clouâtre

Madame Nicole Clouâtre
Directrice générale
CLSC Villeray

En tant que directrice générale du CLSC Villeray, il me fait plaisir de répondre à votre invitation et de vous entretenir sur un sujet brûlant d'actualité "L'intégration des services de santé et des services sociaux". Je vous présenterai mon point de vue sur cette question en vous exposant les défis reliés à cette intégration, les opportunités et les conditions de réussite.

Je débiterai par un bref rappel sur la Loi 25 et son application montréalaise ainsi que sur la nouvelle définition des programmes du MSSS.

Loi 25

Il existe à Montréal présentement 141 établissements de santé et services sociaux dont 54 CLSC et CHSLD, 20 centres hospitaliers (CH) dont 7 sont concernés par la réforme, 2 centres jeunesse, 18 centres de réadaptation, 435 cabinets ou cliniques médicales et 530 organismes communautaires.

Dans le cadre de la Loi 25, l'agence régionale de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux propose la création de 12 réseaux locaux de services de santé et de services sociaux. L'objectif visé est d'augmenter l'accessibilité aux services, la continuité des services et d'assurer une meilleure prise en charge de la clientèle vulnérable.

Ces réseaux locaux seront coordonnés par de nouvelles instances locales nommées "centres de santé et services sociaux" et qui naîtront de la fusion des CLSC, des CHSLD et des hôpitaux locaux oeuvrant sur les territoires proposés.

Dans la proposition de l'agence, 7 centres de santé et services sociaux (CSSS) incluraient un hôpital et les 5 autres auraient un contrat de première instance avec un hôpital spécialisé ou surspécialisé.

Ces nouveaux CSSS animeront et coordonneront la mise en oeuvre des réseaux locaux de services en assurant des liens de collaboration avec les hôpitaux spécialisés, les centres de réadaptation, les centres jeunesse, les pharmacies, les organismes communautaires, les entreprises d'économie sociale et les ressources privées.

De plus, l'Agence propose que chaque territoire soit doté d'au moins un centre médical associé (CMA) qui offrira des services médicaux avec et sans rendez-vous de 8h à 22h. Les médecins de ces CMA auront accès à des plateaux techniques de base pour des tests urgents. Ils devront aussi assurer la prise en charge de la clientèle vulnérable et la liaison avec le CSSS.

Le Regroupement des CLSC et des CHSLD de Montréal a présenté, de son côté, son "OPTION Communautés Santé". Les CLSC et CHSLD sont pleinement en accord pour améliorer la continuité et l'accessibilité. Ils appuient la réduction du nombre d'établissements de 54 à 12 mais ils s'opposent à l'inclusion de tout CH à une instance locale pour les raisons suivantes :

- Aucun CH n'est à vocation locale. Ainsi par exemple, 77% de la population résidant dans le territoire de Villeray, Petite Patrie ne va pas à l'Hôpital Jean-Talon.
- Il n'est pas souhaitable qu'il y ait à Montréal 2 types d'instance locale parallèle (certains avec CH et d'autres sans).
- La complexité inhérente à l'intégration des CH est trop grande (nombre d'employés, arbitrage entre 1ère, 2e, 3e ligne, CMDP).

Les programmes

Le MSSS a défini les balises nationales à respecter dans la conception des réseaux locaux. Ces balises touchent le panier de services, le territoire local, l'instance locale et l'organisation des services.

Parallèlement à la mise en place des réseaux locaux de services, le MSSS s'engage dans une redéfinition de ses programmes. On y retrouve **les programmes-services** qui désignent un ensemble de services et d'activités organisées dans le but de répondre aux besoins de la population en matière de santé et services sociaux et **les programmes-soutien** qui désignent un ensemble d'activités de nature administrative et technique en appui aux programmes-services.

De façon générale, les programmes-services sont composés de services de 1ère ligne, de services spécialisés (2e ligne) et de services surspécialisés (3e ligne).

Il y a 2 catégories de programmes-services :

- Programmes destinés à la population en général
 - Santé publique
 - Services généraux – activités cliniques et d'aide
- Programmes répondant à des problématiques particulières
 - Perte d'autonomie liée au vieillissement
 - Déficience physique
 - Déficience intellectuelle et TED
 - Jeunes en difficulté (0-17 ans)
 - Dépendances
 - Santé mentale
 - Santé physique

Les programmes-soutien sont :

- Administration et soutien aux services
- Gestion des bâtiments et équipements

Afin de mieux saisir le défi à relever dans l'implantation des réseaux locaux et surtout dans le fonctionnement de l'intégration des services, j'ai dressé un tableau synthèse regroupant les différents éléments à considérer.

- Niveaux de services 1ère, 2ième 3ième ligne
- Dispensateurs
- Programmes
- Services

Superposition des programmes-services et du concept de hiérarchisation - (Voir page 6 suivante)

Les défis

Défis reliés aux structures

Le nouveau plan local nommé CSSS résulte d'une fusion de plusieurs établissements de même mission et de missions différentes.

Depuis quelques années, les CLSC et les CHSLD ont déjà commencé à se rapprocher, voire à se fusionner. Il existe entre ces 2 catégories d'établissements une continuité naturelle (pour les personnes âgées) qui facilite l'intégration des services.

La situation est différente lorsqu'un CH est inclus dans l'instance locale. En n'incluant que 8 des 17 hôpitaux, la réforme ne touche que 31% des hospitalisations qui se font à Montréal. Il y aura donc un défi important pour le CSSS afin d'améliorer la continuité des services pour les hospitalisations qui se trouveront hors territoire. La taille des nouvelles instances, conjuguée à la diversité des missions, constituent également un défi important. Les CSSS auront entre 1500 et 5000 employés provenant de plusieurs organisations distinctes.



Superposition des programmes-services et du concept de hiérarchisation

Niveau	Dispensateurs	Programmes	Services
1ère ligne	Instance locale	Santé publique	<ul style="list-style-type: none"> • Surveillance • Promotion • Prévention • Protection <p><i>À noter que des activités de promotion-prévention existent dans tous les programmes</i></p>
		Services généraux Activités cliniques et Aide	<ul style="list-style-type: none"> • Information / orientation <ul style="list-style-type: none"> • Soutien diagnostic • Services infirmiers <ul style="list-style-type: none"> - Info-Santé - Planification des naissances - Périnatalité - Enseignement de base auprès des malades chroniques • Nutrition • Services en milieu scolaire • Services psychosociaux pour jeunes et adultes • Services à domicile post-op. et post-hosp. • Organisation communautaire • Mesures d'urgence <p><i>À noter que lorsque ces services s'adressent à une problématique particulière (santé mentale, déficience physique, ...), il n'est pas considéré comme un service appartenant au programme Services généraux – activités cliniques.</i></p>
		Perte d'autonomie liée au vieillissement Déficience physique Déficience intellectuelle et TED Jeunes en difficulté Dépendance Santé mentale Santé physique	<p>(services à moyen terme – services à long terme)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien à domicile • Services psychosociaux • Réadaptation • Soins palliatifs
	Médecins omnipraticiens	Services généraux Activités cliniques	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations avec rendez-vous • Consultations sans rendez-vous • Diagnostics • Références
	Ressources d'hébergement Ressources intermédiaires (RI) Ressources de type familial (RTF) privées conventionnées	Personnes en perte d'autonomie (PPA) Santé mentale Jeunes en difficulté	<ul style="list-style-type: none"> • Hébergement • Réadaptation
2ième ligne	Instance locale via services hospitaliers	Santé physique Santé mentale	<ul style="list-style-type: none"> • Urgence • Hospitalisation • Services ambulatoires • Spécialités de base
	Centre jeunesse Centre de réadaptation	Jeunes en difficulté Déficience physique Déficience intellectuelle et TED Dépendance	<ul style="list-style-type: none"> • Réadaptation • Hébergement • Réinsertion
3ième ligne	CH vocation régional Centre jeunesse Centre de réadaptation	Santé physique Santé mentale Jeunes en difficulté Déficience physique Déficience intellectuelle	<ul style="list-style-type: none"> • Urgence • Hospitalisation • Services ambulatoires • Spécialités • Plateaux techniques spécialisés • Réadaptation • Hébergement • Réinsertion



Défis reliés aux structures - suite

Le grand nombre de personnes qui travaillent dans les futurs CSSS avec ou sans hôpital, représentera un défi de gestion important si on veut conserver une vision locale des interventions, une responsabilité populationnelle et une réponse adaptée aux besoins de la clientèle.

Les problèmes de communication existent à l'intérieur de nos établissements actuels et il n'est pas rare de voir des bris de continuité à cause de ces lacunes de communication. On peut présager que ce problème sera décuplé dans les nouvelles méga-structures et il nécessitera qu'on s'y attarde intensément.

Rappelons aussi que la mise en place de la Loi 30 qui implique le regroupement des unités d'accréditations syndicales amènera son lot de difficultés. Il en résultera une réorganisation du travail significative. Il faut toutefois souligner que la réduction des unités d'accréditation sera un élément facilitant dans certains cas.

Défis reliés aux cultures et pratiques

Les fusions sont généralement des épisodes très perturbants dans la vie des organisations et peuvent engendrer des pertes d'efficacité si la résistance des professionnels est trop grande ou si les différences de cultures sont trop significatives.

Les cultures organisationnelles des CLSC et des CHSLD sont différentes mais elles peuvent s'apparenter plus facilement dans une perspective de continuum de services aux personnes âgées.

Par ailleurs, la culture hospitalière et la culture CLSC sont fort différentes voire dans certains cas opposées.

- Mission curative vs préventive
- Milieu captif vs milieu ouvert
- Culture de déficit vs équilibre
- Responsabilité individuelle vs responsabilité populationnelle.

La pratique médicale hospitalière est également très différente de la pratique médicale en CLSC. Les médecins de CLSC expriment, à cet égard, beaucoup d'inquiétude devant le déséquilibre quant à la composition des CMDP des instances locales.

Ce n'est pas la fusion des établissements qui favorise la continuité mais la collaboration entre les professionnels. Cette collaboration doit s'inscrire dans un climat de confiance et de respect mutuel. Il faudra donc favoriser le partage d'information et les échanges entre les professionnels concernant leurs pratiques.

Pour se respecter et se faire confiance, on doit se connaître et se reconnaître.

Défis reliés aux programmes-services

Intégrer les programmes-services à l'intérieur des nouvelles structures ne sera pas chose aisée. Il existe un déséquilibre important dans le financement des différents programmes. Ainsi, le programme Santé publique représente 2% du budget de la santé et des services sociaux alors que celui du programme Santé physique est de 44%.

Le nouveau conseil d'administration d'un CSSS avec mission hospitalière aura des arbitrages très difficiles lorsqu'il devra choisir entre la promotion prévention et les services de l'urgence.

Les défis pour maintenir les services de première ligne et les services de santé publique dans un contexte budgétaire difficile seront considérables. La pression exercée par les besoins de services curatifs et le développement de technologie hospitalière est énorme et rien n'indique qu'elle s'atténuera.

Fort heureusement, le ministre s'est formellement engagé à la protection des budgets de première ligne. Nous ne pouvons que souhaiter que cet engagement se maintienne.

Le CSSS aura des responsabilités de services dans tous les programmes clientèles, qu'ils soient généraux ou spécifiques. Nous avons déjà souligné les défis financiers à l'égard du programme de santé publique et du programme des services généraux de 1^{ère} ligne.

En ce qui concerne les programmes dédiés à problématiques particulières, le risque est celui du silo. En effet, il faudra mettre en place des mécanismes adéquats pour qu'un client puisse "circuler" sans entrave d'un programme à l'autre. Il n'est pas rare de rencontrer des personnes âgées qui vivent avec une déficience physique et un problème de santé mentale.

Même à l'intérieur d'une seule structure, il y a un défi de coordination et de continuité pour s'assurer que la personne ne se retrouve assise entre deux chaises. Il faudra exercer une grande vigilance pour maintenir et augmenter l'approche globale. Il ne faut pas considérer la personne sous l'angle de son problème. On constate très souvent cependant que l'organisation hospitalière et médicale est segmentée de cette façon.

Le défi sera de "marier" les approches et de favoriser la fluidité entre les programmes de services à la clientèle.

Défis reliés à la complémentarité 1^{ère}, 2^{ième}, 3^{ième} ligne

Un CSSS ne pourra répondre à lui seul à l'ensemble des besoins des personnes vivant sur son territoire.

Pour que l'intégration des services soit réussie, des mécanismes doivent encadrer la collaboration entre les établissements et la prise en charge clinique des personnes.

Plusieurs mécanismes de coordination entre les établissements existent déjà. À titre d'exemple, mentionnons le protocole d'articulation CH – CLSC - médecin traitant, la garde médicale et infirmière associée, le système d'admission régional en CHSLD, le cadre de référence en périnatalité, les ententes de collaboration CLSC/CJ. Cette liste non exhaustive traduit bien que même si la mise en réseau est difficile à Montréal, elle est quand même présente et surtout pour certains programmes, elle fonctionne relativement bien.

En matière de complémentarité entre les différents niveaux, il n'est donc pas question de refaire ce qui existe déjà et qui fonctionne bien. Il s'agit plutôt de définir une entente cadre pour les relations générales qui sera applicable pour l'ensemble des partenaires de tous les réseaux locaux.

Une harmonisation entre les 12 réseaux locaux est donc nécessaire si on veut éviter des écarts significatifs de fonctionnement et si on veut mettre en place des corridors de services efficaces.

La signature d'entente-cadre formelle par tous les établissements et l'obligation de s'y conformer, constitue le principal mécanisme qui permettra la continuité des services.

Pour assurer la prise en charge et le suivi des clientèles vulnérables, il faut aussi prévoir des mécanismes de coordination. Le mécanisme le plus probant est celui du gestionnaire de cas affecté à chaque client vulnérable. Les expériences ont toutes démontré que ce mécanisme est garant d'une meilleure intégration des services. Le gestionnaire de cas est là pour accompagner le client et s'assurer que le suivi est réalisé adéquatement.

Défis reliés aux partenaires

Le réseau local est constitué du CSSS et des différents partenaires oeuvrant sur le territoire local.

La notion de partenariat est donc inhérente au fonctionnement du réseau local.



Les CLSC ont développé historiquement des alliances fructueuses avec les organismes de leur milieu, particulièrement avec les organismes communautaires. Ils se sont impliqués dans le développement local des communautés avec les partenaires intersectoriels municipaux, économiques (CDEC) et scolaires.

Plusieurs concertations locales sont fondées sur un sentiment d'appartenance au quartier, sur une connaissance et une vision partagée des besoins de la population de ce quartier.

Le regroupement de plusieurs territoires de CLSC redéfinit ce qu'on appelle le territoire local. Qu'advient-il des tables de concertation existantes ? Comment pourrions-nous maintenir et faire évoluer les concertations locales ?

Pour maintenir un ancrage dans la communauté, les futurs CSSS devront exercer une extrême vigilance quant aux caractéristiques du tissu social des territoires nouvellement regroupés.

Certains rapprochements de territoires sont assez naturels tant au plan démographique, sociologique, ethnique et culturel (exemple : Villeray, Petite Patrie). Toutefois, dans certains cas, il y a beaucoup moins d'homogénéité (exemple : Montréal-Nord, Ahuntsic).

Le nouveau découpage sociosanitaire, pas plus que le découpage actuel, ne peut se juxtaposer au découpage municipal ou scolaire.

Il obligera à redéfinir de nouvelles alliances tout en préservant les ententes et les collaborations qui existent déjà.

Le milieu communautaire exprime des préoccupations qui devront être considérées par les CSSS. La fusion des CLSC exercera-t-elle une pression pour rapprocher des organismes communautaires qui oeuvrent distinctement chacun dans leur quartier ?

Compte-tenu de la taille des nouveaux territoires, le maintien des partenariats existant et le développement de nouveaux partenariats constitueront certainement un important défi pour les CSSS. Par ailleurs, ce partenariat est essentiel pour assurer la survie de l'approche populationnelle en matière de santé et services sociaux.

Les opportunités

La mise en place des réseaux locaux de services amène plusieurs défis que certains pourraient même qualifier de menaces.

Il se dégage aussi de cette réforme des opportunités et des possibilités d'amélioration quant à l'intégration des services.

La diminution du nombre d'établissements facilitera sans aucun doute l'harmonisation de l'offre de services.

Depuis plusieurs années déjà, les 29 CLSC de Montréal travaillaient sur ce concept d'harmonisation qui est facile à coucher sur papier mais parfois difficile à actualiser concrètement.

Pour le citoyen, il y aura une simplification dans l'accès au réseau par une réduction importante du nombre de portes d'entrée. Le regroupement de ressources professionnelles favorisera la "spécialisation" et le développement de l'expertise tant au niveau santé que social. Par exemple, en santé mentale, les équipes de base seront plus grandes et pourront développer des approches plus spécifiques. Au niveau administratif, on pourra mieux soutenir les activités cliniques en disposant de ressources support spécialisées (ressources humaines, informatique).

La décentralisation budgétaire qui devrait accompagner la mise en place des réseaux locaux devrait se traduire par une plus grande autonomie de l'instance locale dans la distribution de ses services. On pourra peut-être y voir une meilleure adéquation entre les besoins de la population et les ressources disponibles pour y répondre.

La réduction du nombre d'interlocuteurs locaux facilitera les liens entre le palier local et régional. Il devrait être plus facile de s'entendre à 30 qu'à 140. Enfin....

Pour les institutions régionales telles CJ, CR, CHU et autres, la diminution du nombre de partenaires sera certainement facilitant. Pensons notamment aux ententes de collaboration CLSC / CJ ou aux modalités d'articulation CHUM / CLSC.

Conditions de succès

Le défi de mise en place des réseaux locaux à Montréal est énorme. Les écueils sont nombreux. Il faudra beaucoup d'efforts à tous les niveaux pour que cette réforme atteigne les objectifs visés. Quelques conditions ressortent comme essentielles pour assurer le succès de cette entreprise.

Un support pour la transition

Un support financier et un support auprès des ressources humaines. Il faut garder à l'esprit que pendant que tous ces changements se réalisent, il faut continuer à offrir des services de qualité à la population. On ne peut fermer la boutique pendant qu'on se réorganise. Il est donc impératif que les gestionnaires et le personnel soient soutenus et encouragés. Il faut intensifier les communications internes, maintenir la mobilisation du personnel, anticiper les résistances.

Informatisation

L'accessibilité et la continuité des services sont dépendantes de la disponibilité de l'information pertinente. Il faut rendre accessibles aux professionnels, des outils concrets, conviviaux, efficaces et sécuritaires pour permettre la circulation des données cliniques. Il s'agit d'une prémisses à la prestation de services intégrés.

La coordination

L'intégration des services repose sur la coordination des activités des dispensateurs de services. Il devra y avoir des ententes formelles et précises quant aux responsabilités de chacun. Les corridors de services devront être clairement définis. Les établissements devront s'engager formellement à respecter les modalités de ces ententes. L'agence devra veiller à en monitorer le suivi.

Implication, engagement, volontariat

Tous les acteurs concernés devront s'impliquer et s'engager, y compris les médecins. À tous les niveaux, il y aura ces deuils à faire mais aussi des gains à réaliser. Le changement structurel n'aura de sens que s'il se traduit par des changements que chacun est prêt à faire dans son quotidien professionnel.

Conclusion

La réforme actuelle soulève d'immenses défis, suscite beaucoup d'interrogations et d'inquiétudes. Les délais pour réaliser un tel virage sont extrêmement courts. L'objectif est louable et tout le monde le partage. Par contre, dans la région montréalaise, il existe un immense écart entre la réalité de départ et l'objectif à atteindre. Est-ce permis de croire qu'on peut y arriver ?

www.familis.org/riopfq/publication/pensons77/clouatre.html



CLSC Villeray
1425, rue Jarry Est
Montéal (Québec) H2E 1A7

Vox : (1-514) 376-4141
Fax : (1-514) 722-3578
www.clsc-chsld.qc.ca/
mcengarl@ssss.gouv.qc.ca

Monsieur Claude Saint-Georges

Monsieur Claude Saint-Georges
Responsable de l'information
Fédération de la santé et des services sociaux - CSN
Coalition Solidarité Santé

La FSSS-CSN s'oppose à l'entreprise de démolition du ministre Couillard

La Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN poursuivra énergiquement sa mobilisation pour s'opposer, même après leur adoption, aux projets de loi 25 et 30 du ministre Couillard.

« Nous nous attendions à de mauvais projets de loi, mais c'est pire que ce que nous pouvions imaginer. Le ministre néophyte a cédé à la tentation totalitaire en concoctant en secret un bouleversement aux retombées néfastes pour les services à la population et pour les relations de travail dans le réseau. Il a procédé, avec un minimum de débat, à un coup de force législatif pour faire adopter son entreprise de démolition. Les procédés du ministre Couillard sont inacceptables », a déclaré Pierre Lamy, président de la FSSS.

Projet de loi 25 : La réingénierie version Couillard

« Comment le ministre Couillard en est-il arrivé à croire qu'en détruisant le réseau des CLSC et des CHSLD, en donnant des pouvoirs absolus à une centaine de super directeurs généraux, en se passant de la participation des citoyens et en attaquant les droits syndicaux de 230 000 personnes, il améliorerait notre système de santé et de services sociaux ? », questionne le président de la FSSS, déplorant l'arrogance du ministre.

La FSSS s'est opposée au projet de loi 25 qui ne trouve sa justification dans les propos du ministre que dans le refrain usé à la corde du fonctionnement en silo. « La réalité, c'est que le réseau est avant tout handicapé par le manque de moyens à tous les niveaux et c'est pourquoi le ministre ferait mieux de réaliser les promesses de son parti et de poser les vrais gestes qui comptent », de dire Pierre Lamy.

Le président de la FSSS rappelle que le Québec est l'en-droit en Amérique du Nord où les dépenses de santé par habitant sont les moins élevées.

« Il nous apparaît que l'intention inavouée, mais de plus en plus évidente du ministre, est de concentrer les pouvoirs et les ressources dans le noyau dur des soins aigus et curatifs en milieu hospitalier. D'un autre côté, il se donne le moyen de procéder à un grand bazar de privatisation dans l'hébergement de longue durée, dans les soins à domicile, de même que dans les services de soutien et les services administratifs des établissements qui demeureront encore publics », estime le président de la fédération, qui déplore que le ministre ait choisi le camp des idéologues néo-libéraux.

Le projet de loi 30 est antisyndical

1- La fragmentation des unités syndicales

La FSSS déplore l'absurdité de la loi 30 qui a pour objet de diminuer le nombre d'accréditations syndicales dans le réseau, alors qu'il prévoit le fractionnement en quatre des unités générales existantes.

En tant qu'employeur et législateur, le ministre Couillard s'est servi d'un procédé dictatorial pour arriver à ses fins, en faisant fi des règles élémentaires en relation de travail qui reposent sur l'accord des syndicats et des employeurs.

« Nous avons informé le ministre que nous disposons d'un mandat de congrès pour en arriver à des ententes avec le ministère concernant la multiplicité des accréditations syndicales. Les dirigeants du ministère n'ont pas voulu donner suite à notre appel. En lieu et place, nous avons une loi qui empoisonnera les relations de travail dans le réseau pour les années à venir », croit Pierre Lamy.

Selon le président de la FSSS, la multiplicité des accréditations syndicales n'est pas la faute des grandes organisations syndicales que sont la CSN, la FTQ et la FIIQ et qui regroupent ensemble 82 % des effectifs syndiqués du réseau. Il estime que les administrateurs des établissements ont été pour une bonne part la cause de la formation de micro syndicats, ne représentant bien souvent qu'une seule profession.

« Pour notre part, nous continuons de croire que le modèle de syndicat général, inclusif et multiprofessionnel que nous pratiquons à la FSSS, et qui satisfait près de 100 000 membres que nous représentons, est la solution pour le réseau. En fragmentant les unités générales en quatre unités, le ministre a cherché manifestement à amoindrir le rapport de force des syndicats et à éloigner les corps d'emploi les uns des autres. On comprend aussi qu'en isolant le personnel des services de soutien et le personnel administratif dans des unités syndicales séparées, le ministre s'est donné un levier en vue de sous-traiter ces services », ajoute Pierre Lamy.

2- La décentralisation des négociations

La loi 30, dans sa partie qui touche la décentralisation des négociations, fait table rase de 40 années de relations de travail dans le réseau de la santé et des services sociaux.

« Nos conventions collectives sont la résultante d'ententes répétées, convenues entre les parties syndicales et patronales qui ont réussi à harmoniser leurs intérêts à la suite d'un processus rigoureux de négociations », explique le président Lamy.

« Par diktat, le ministre Couillard a rompu l'équilibre des forces en soutirant aux parties nationales la responsabilité de convenir des conditions de travail s'appliquant à l'ensemble du réseau. Nous sommes convaincus que cette formule est toujours la meilleure puisqu'elle permet de faire bénéficier partout les travailleuses et travailleurs des mêmes droits et qu'elle soulage les administrations et les syndicats de contraintes administratives et de tensions qu'entraînent les négociations locales d'éléments majeurs des conditions de travail », prétend le président de la FSSS.

En voulant retirer aux organisations syndicales nationales le droit de négocier certains des grands éléments fondamentaux des conventions collectives, le ministre Couillard a brisé l'équilibre des relations de travail en faveur des directions locales. Dans la réalité, il ne fera qu'alourdir le fonctionnement administratif et il ouvrira la voie à la détérioration des relations de travail locales et à l'apparition de conflits qui ne serviront en rien le bon fonctionnement du réseau », de dire le président de la FSSS.

La FSSS-CSN représente 110 000 membres, dont 98 400 membres dans le secteur public de la santé et les services sociaux et 11 600 membres dans le secteur privé.

www.familis.org/riopfq/publication/pensons77/saint-georges.html



**Fédération de la santé
et des services sociaux**

www.fsss.qc.ca/ fsss@fsss.qc.ca

1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec) H2K 4M5

Vox : (1-514) 598-2210

Fax : (1-514) 598-2223

Bâtir des milieux accueillants pour les familles

La rencontre du 12 mai 2004

Ici, on a l'esprit de famille !

C'est avec le slogan « Ici, on a l'esprit de famille ! » que la neuvième édition de la Semaine québécoise des familles invite les différents milieux du Québec à « bâtir des milieux accueillants pour les familles », le thème et l'objectif de cette année.

En plus d'évoquer un trait particulier de tous ceux et celles ayant à coeur la famille et s'associant régulièrement à la Semaine québécoise des familles, une telle affirmation permet d'interpeller et de questionner. Loin de nous l'idée de prétendre que notre « esprit de famille » individuel ou collectif culmine aujourd'hui au summum de son expression...

... Avoir l'esprit de famille, c'est d'abord être attentif aux autres et à leurs besoins. C'est susciter la confiance, la solida-

rité et une compréhension réciproque. Cela se développe souvent au sein d'une famille et s'exporte avantageusement dans tous les milieux. Voilà probablement pourquoi « l'esprit de famille » est une expression populaire si souvent reprise en dehors du strict contexte familial...

...L'objectif étant d'élargir le mouvement et de rendre visible tous les lieux pouvant exposer une telle attitude d'accueil aux familles et à leurs besoins, il est important que tous contribuent à cette action de connaissance et de reconnaissance des milieux accueillants pour les familles.

Merci d'y participer. Bonne préparation de la Semaine québécoise des familles 2004.

André Racine
Président
Comité de la Semaine québécoise des familles



Les personnes ressources

M. Gaston Gauthier
Co-président
Commission Familles et Médias
Organisation mondiale pour les familles FAMILIS OMF

Mme Marguerite Blais
Présidente
Le Conseil de la famille et de l'enfance

M. Pierre Lambert
Personne ressource
Carrefour action municipale et famille
Ex-conseiller municipal de Saint-Laurent
responsable de la politique familiale

Madame Marguerite Blais

Madame Marguerite Blais
Présidente
Conseil de la famille et de l'enfance

Ici, on a l'esprit de famille

Introduction

Je remercie les organisateurs de cette rencontre de m'offrir l'occasion de partager avec vous quelques éléments de réflexion concernant l'importance de bâtir des milieux accueillants pour la famille. Je présenterai tout d'abord quelques caractéristiques se rapportant aux familles, pour enchaîner par la suite sur le rôle déterminant de l'État et l'importance que collectivement nous nous dotons d'un projet de société qui valorise la famille.

Je rappelle brièvement que le Conseil est un organisme aviseur qui, depuis quinze ans déjà, cherche par ses activités à influencer les débats de société et les orientations gouvernementales dans tous les domaines en lien avec la famille. Les fonctions que j'occupe à la présidence du Conseil de la famille et de l'enfance ont renforcé ma conviction que la famille, première de nos institutions et lieu de transmission et de solidarité entre les générations, remplit des fonctions qui sont à la fois source de développement des personnes et de notre existence collective. D'où l'importance d'en prendre soin.

1. La famille : quelques données

Sans tomber dans une multitude de statistiques, il est nécessaire de garder à l'esprit quelques éléments importants.

Vers 2051, soit à la demie du siècle, la moitié de la population aura plus de 50 ans. Les personnes âgées de 65 ans et

plus représenteront 29 % de la population comparativement à 13 % actuellement. On peut imaginer les impacts que cela aura sur la disponibilité de la main-d'oeuvre. Il faut se rendre compte que pour la première fois dans la société québécoise autant de familles comportant quatre et même cinq générations se côtoieront. D'où des solidarités accrues, mais aussi des responsabilités et des obligations additionnelles.

Autre élément significatif, la population augmente moins vite au Québec que dans le reste du Canada. Le nombre de naissances a fondu au cours de la dernière décennie de près de 25 %. L'immigration est certes un moyen de retarder la perte de croissance de la population, mais il est constaté que les nouveaux immigrants intègrent très rapidement des comportements analogues aux couples québécois en matière de fécondité en limitant le nombre de naissances.

On dit souvent que le Québec n'est pas une province comme les autres, on le constate notamment par certaines caractéristiques de la société québécoise. Ainsi, la proportion de couples vivant en union libre était de 30 % en 2001, soit trois fois supérieure à celle des États-Unis et même supérieure à celle de la Suède (24,5 %). Il y a au Québec plus d'enfants nés hors mariage, soit six naissances sur dix, que de naissances issues de parents mariés.

La composition des familles s'est aussi modifiée. Retenons que 30 % des familles avec des enfants mineurs sont monoparentales ou recomposées. Sans oublier certaines particularités, telles la garde partagée ou les enfants qui vivent avec des parents homosexuels.



Les modes de vie se sont aussi transformés. Ainsi 78 % des femmes de 20 à 44 ans qui ont des enfants de moins de 16 ans sont en emploi. Même lorsque l'enfant a moins de trois ans, les mères sont au travail dans une proportion de 71 % des cas. Il s'agit là d'une tendance constante dont il faut tenir compte. Il est donc illusoire de penser à un retour en arrière. Il faut davantage s'interroger sur l'adaptation de notre société et de nos politiques publiques à ces nouvelles réalités familiales.

On pourrait être tenté de penser que puisque les femmes travaillent, le revenu des familles biparentales a doublé. Or, lorsque l'on analyse l'évolution des revenus disponibles, c'est-à-dire après impôts et transferts, en tenant compte du coût de la vie, on se rend compte, qu'en dix ans, le revenu moyen de ces familles ayant des enfants de moins de 18 ans, a progressé de 8 % seulement. D'ailleurs, l'amélioration est très récente puisqu'en 1998 ce revenu était presque l'équivalent de celui de 1989. Dans ce contexte, on peut comprendre pourquoi les familles qui ne peuvent compter que sur un seul revenu de travail se retrouvent en grand nombre sous le seuil de faible revenu.

Une autre réalité qu'il est important de soulever est le soutien qu'accorde la famille aux aînés en perte d'autonomie. Le Conseil est préoccupé par cette question et a rendu public, hier (le 11 mai), un Avis que je vous invite à consulter. Ce qui se dégage de notre recherche est que 50 % des personnes âgées en perte d'autonomie reçoivent de l'aide uniquement de la famille et des amis. Lorsque l'on ajoute les personnes qui bénéficient à la fois du soutien de l'État et de la famille, c'est 75 % des aînés en perte d'autonomie qui sont aidés par leurs proches.

Cette prise en charge dure en moyenne neuf ans, tout en s'accroissant dans le temps. Généralement, ce soutien s'ajoute aux responsabilités parentales, puisqu'il est démontré que l'âge moyen des personnes aidantes est d'environ 45 ans. On comprend mieux l'expression « génération sandwich » lorsqu'il est question de ces personnes, le plus souvent des femmes, qui doivent partager leur temps entre les soins dispensés à leurs enfants et ceux à l'égard de leurs parents.

2. Les milieux sont-ils accueillants? Deux sondages

En tenant compte de la multiplicité des familles et de la mouvance des parcours de vie conjugale, comment bâtir des milieux plus accueillants pour les familles? Est-ce qu'au Québec, on a l'esprit de famille?

Je ferai ici référence à deux études. Le premier document concerne la conciliation famille-travail et l'autre est un sondage qui fait état de l'accueil réservé à la famille dans différents milieux de la société.

Dans le premier cas, il s'agit d'une enquête dirigée par le Conseil de la famille et de l'enfance auprès de cinq entreprises du secteur privé et une entreprise du secteur parapublic qui emploient entre 74 et 340 employés. Dans chaque entreprise, on a recueilli les commentaires des représentants de l'employeur, de ceux des employés et des utilisateurs des mesures de conciliation famille-travail en vigueur.

Ce que nous apprend ce rapport est que les mesures formelles demeurent rares et difficiles à obtenir. Les arrangements informels entre le supérieur immédiat et l'employé demeurent la règle lorsqu'il s'agit d'adapter les conditions de travail aux réalités familiales. Là, où nous avons été surpris est l'unanimité avec laquelle l'ensemble des personnes interviewées ont affirmé l'importance pour elles de pouvoir compter, tant sur des mesures formelles que sur la possibilité d'arrangements informels lorsqu'elles doivent régler des problèmes de conciliation. Un cadre trop rigide de mesures peut donc s'avérer contraignant pour les parents. Cette enquête est venue appuyer notre conviction que, dans ce domaine, la solution ne passe pas par l'adoption d'une

mesure unique, par exemple la semaine de quatre jours, mais par une approche attentive aux besoins des familles qui permet davantage de diversité dans les mesures et de souplesse dans l'organisation du travail.

Le monde du travail a donc un rôle important à jouer dans la mise en place d'un milieu accueillant pour les familles, mais qu'en est-il des autres milieux? À ce sujet, je vous invite à consulter « l'étude sur l'accueil réservé à la famille dans différents milieux » que vient de rendre public le Comité de la Semaine québécoise de la famille.

Ce sondage téléphonique a été mené auprès de 1 000 personnes en mars dernier. De façon générale la très grande majorité des personnes interrogées sont d'avis que les familles avec enfants sont bien accueillies dans les différents milieux de la société et que cet accueil s'est amélioré depuis une dizaine d'années, sauf au niveau des services publics.

C'est en effet dans les services de santé, les transports en commun et les centres de loisirs que l'on enregistre une plus faible proportion de répondants qui considèrent être bien accueillis, soit 81 % par rapport à 97 % lorsqu'il s'agit des commerces. On peut donc soutenir qu'il y a encore place à amélioration dans la reconnaissance et le soutien aux responsabilités parentales et que l'État a lui aussi sa part à faire sur le sujet.

3. Quelques pistes de réflexions du Conseil de la famille et de l'enfance

Ce qui m'amène à vous soumettre quelques pistes de réflexions que le Conseil de la famille et de l'enfance véhicule au travers ses différentes publications dont son rapport le plus récent « Les parents au quotidien », qui constitue un document très actuel sur la situation et les besoins des familles et des enfants.

Le premier élément est la nécessité d'être conscient des enjeux, particulièrement de tout ce qui est demandé à la famille. Par exemple, actuellement, on souhaite le maintien à domicile des personnes âgées le plus longtemps possible. D'autre part, avec le virage ambulatoire, les personnes entreprennent leur convalescence de plus en plus hâtivement à leur domicile. Jusqu'à quel point se préoccupe-t-on des impacts de ces orientations gouvernementales sur les familles qui assument des charges additionnelles, particulièrement dans un contexte où les enfants sont moins nombreux et moins disponibles? Prend-on pour acquis la famille?

Reconnait-on l'apport de tous les parents à la société? Il y a lieu de se le demander lorsque l'on constate que la majorité des mesures de soutien économique aux familles sont accordées en fonction des revenus familiaux et que ces mesures excluent encore une grande partie de celles-ci.

Les mesures annoncées lors du dernier budget québécois, par exemple le Soutien aux enfants, les investissements dans les services de garde ou l'aide au logement, sont des pas dans la bonne direction. Toutefois, le Conseil rappelle qu'une politique familiale se doit d'être distincte d'une politique de lutte contre la pauvreté.

Le soutien de l'État à l'égard des familles doit se manifester dans un vaste champ d'activités, notamment par des interventions au niveau des conditions de travail pour atténuer les impacts des emplois précaires et atypiques. Il est aussi souhaité que le gouvernement facilite l'accès aux vacances, aux congés parentaux et familiaux de façon à mieux soutenir les parents dans l'exercice de leurs rôles.

Enfin, nous devons tous nous montrer solidaires à l'égard de la famille et revendiquer un meilleur soutien pour celle-ci. Les impacts des changements démographiques nous incitent à mettre collectivement la famille au centre de nos préoccupations. Dans un sens, il s'agit d'une question de survie nationale.



Conclusion

Je conclus en réaffirmant la nécessité de développer une vision de la famille positive et de partager tous ensemble un projet de société centré sur la famille dans toute

sa modernité. C'est alors que nous pourrions parler d'une société qui a l'esprit de famille.

www.familis.org/riopfq/publication/pensons77/blais.html

**Conseil de la famille
et de l'enfance**

Québec



Conseil de la famille et de l'enfance

900, boulevard René-Lévesque Est
Place Québec
8e étage, bureau 800
Québec (Québec) G1R 6B5

Vox : (1-418) 646-7678

Sans frais : 1-877-221-7024

Fax : (1-418) 643-9832

www.cfe.gouv.qc.ca

conseil.famille.enfance@cfe.gouv.qc.ca

Monsieur Pierre Lambert

Monsieur Pierre Lambert

Personne ressource

Carrefour action municipale et famille

Ex-conseiller municipal de Saint-Laurent
responsable de la politique familiale

La politique familiale municipale, un rêve, un projet, une réalité

La politique familiale municipale, un peu d'histoire

Dans les années quatre-vingt, le Gouvernement du Québec réalisait une consultation publique sur la politique familiale. C'est à cette occasion que l'idée d'une politique familiale municipale (PFM) fut évoquée. En effet, lors de cette consultation, les municipalités furent interpellées pour désigner au sein de leur conseil une personne élue "responsable des questions familiales" (RQF). Plusieurs n'étaient pas convaincus du bien-fondé d'une telle idée. Pourtant, on dénombrait déjà plusieurs actions et mesures municipales en faveur des familles sans pour autant qu'elles soient colligées dans un même document, c'est-à-dire, un plan d'action d'une PFM.

Par cette nomination, il était souhaité que la personne responsable des questions familiales, devant tout projet porté au conseil municipal, se pose la question suivante : quel sera l'impact de ce projet sur le vécu des familles?

Ce qu'il y avait alors de différent, voire de neuf, dans le discours en faveur d'une politique familiale, c'était le fait qu'on s'adressait au palier de gouvernement local pour piloter une politique familiale et que cette dernière trouvait son application au niveau local, niveau d'action où il est plus facile pour les familles d'être des partenaires du développement de leur milieu de vie.

Quelque temps après les consultations, de nombreuses demandes d'informations, voire des intentions de municipalités de procéder à une telle désignation d'un RQF, provenaient de plusieurs milieux municipaux. Ce fut l'élément déclencheur en faveur d'une politique familiale municipale et, subséquentement, de la venue du véhicule de promotion de cette politique, le Carrefour action municipale et famille.

Création du CAMF

À la fin des années quatre-vingt, le Carrefour prend définitivement son envol. Cette idée généreuse de mettre sur pied un collectif municipal en faveur des familles ne trouva pas spontanément une légion d'adeptes. On était nombreux à partager l'importance de la reconnaissance de la famille sans pour autant adhérer à l'instauration d'une politique familiale municipale et à la mise sur pied d'un réseau à cette fin.

Les protagonistes de la PFM mirent alors l'accent sur la promotion de l'importance du milieu de vie pour les familles et sur la réalisation d'actions locales en leur faveur comme étape préliminaire dans l'atteinte de leur objectif ultime : la réalisation d'une PFM. On prenait alors conscience du besoin d'ajuster le discours québécois sur la famille aux particularités régionales et locales vécues par les familles : impact de la dévitalisation, exode des jeunes, vieillissement de la population. Ces éléments

étaient cités comme de nouvelles réalités auxquelles les régions et les familles étaient confrontées.

La politique familiale municipale, quelques chiffres

Le Carrefour s'appuie de plus en plus sur son réseau de municipalités et MRC membres qui s'investissent dans les PFM et qui se retrouvent dans toutes les régions du Québec. Elles représentaient en 2002, 67,5% de la population totale du Québec. Ce sont ces municipalités qui tracent la voie actuellement. Ce sont elles qui innovent au nom de l'ensemble. De plus, le partenariat qu'elles génèrent est fort important. Ce lieu d'échanges et l'expertise développée dans la promotion et l'accompagnement des politiques familiales municipales en ce domaine sont uniques.

Le Carrefour est actuellement en lien avec plus de 500 municipalités, petites et grandes, plus de 200 élus responsables des questions familiales et plus de 100 municipalités membres.

Avant l'an 2000, 60 municipalités et MRC de 13 régions différentes ont adopté une politique familiale municipale. Suite aux mesures de soutien du gouvernement offertes aux municipalités et aux MRC, 47 nouvelles politiques s'ajoutent au premier groupe et 12 mises à jour seront effectuées.

Une politique familiale municipale c'est l'identification de la manière qu'on choisit d'intervenir spécifiquement en milieu municipal afin de soutenir les familles.

Une PFM, c'est un cadre de référence qui

- accorde une importance majeure au soutien à apporter aux parents dans l'exercice de leurs rôles et responsabilités
- reconnaît la volonté politique (résolution du conseil, nomination du Responsable des questions familiales RQF, création du comité famille);
- propose une définition de la famille;
- présente la vision famille comme valeur collective;
- identifie le portrait des familles de son milieu;

Une PFM, c'est un instrument évolutif qui rassemble dans un même document, tout ce que la municipalité ou la MRC

- 1) fait déjà pour la famille;
- 2) a l'intention de modifier dans ce qu'elle fait déjà pour les citoyens afin de l'adapter pour les familles;
- 3) ajoute pour compléter sa politique.

Une PFM, c'est un processus-résultat au niveau

- 1) Du partenariat
 - rôle catalyseur de la municipalité ou de la MRC;
 - avec les acteurs du milieu;
 - avec les familles;
 - avec la communauté toute entière.
- 2) De la concertation
 - sur des projets régionaux;
 - sur des projets avec la MRC.
- 3) De la revitalisation d'une communauté
- 4) De l'accueil et du maintien des familles dans le milieu
- 5) Du développement du sentiment d'appartenance, de la solidarité et de l'entraide



La politique familiale municipale pour les familles c'est :

- L'offre d'un cadre de vie de qualité où il fait bon vivre en famille
- C'est une référence dans leur choix de s'établir dans un nouveau milieu

Exemples de mesure pour les familles

Habitation Permettre la cohabitation des différentes générations dans une maison intergénérationnelle
Éviter la concentration de familles à faible revenu dans un seul quartier de la ville
Créer un répertoire des logements disponibles

Loisir Offrir des tarifs spéciaux ou familiaux
Développer des ressources pour permettre des répités aux parents
Améliorer le réseau de parcs et de terrain de jeux
Prévoir un centre d'équipements usagés ou de prêt d'équipements
Inscription aux différentes offres d'activités des organismes dans un même lieu

Service de garde

Favoriser l'aménagement d'espaces verts à proximité des garderies
Planifier des sites pour des services d'haltes-garderies et jardins d'enfants
Tenir à jour une liste des services de garde, des places disponibles et des services de garde de dépannage

Transport

Adapter le transport collectif aux besoins de la famille
Offrir des tarifs pour les familles à l'occasion d'activités spéciales

Urbanisme

Harmoniser les zones résidentielles et commerciales
Adapter la réglementation d'urbanisme aux besoins des familles

Éducation

Diminuer les taxes scolaires
Collaborer avec les écoles et les organismes communautaires en matière d'équipements

Sécurité publique

Assurer une assistance aux familles victimes de sinistres
Promouvoir l'utilisation sécuritaire des sièges d'auto pour enfants
Accueillir les nouveaux arrivants

www.familis.org/riopfq/publication/pensons77/lambert.html

Le carrefour action municipale et famille

360, rue Lawrence, bureau 2300
(Coin Taschereau)
Greenfield Park (Québec) J4V 2Z4

Vox : (1-450) 466-9777

Fax : (1-450) 466-6838

www.carrefourmunicipal.qc.ca/

info@carrefourmunicipal.qc.ca



Monsieur Gaston Gauthier

Monsieur Gaston Gauthier
Co-président
Commission Familles et Médias
Organisation mondiale pour les familles FAMILIS OMF

Les familles et les médias

Le présent texte fait suite à une conférence présentée lors d'une rencontre regroupant des membres d'organismes familiaux et tenue à Montréal le 12 mai 2004. Il inclut les quatre parties suivantes.

1- Introduction

2- L'adaptation des familles aux médias

Dessin 1 : Une femme, un homme et une lettre

Dessin 2 : Diana et un milliard de téléspectateurs

3- Les rapports entre les familles et les médias

4- Conclusions et perspectives

1. Introduction

Le lecteur de ce texte va observer des phénomènes qui concernent des multitudes de familles et de citoyens ainsi que les divers médias dits « de masse ». Toutes ces familles vivent dans des pays variés et ont des cultures et des modes de vie différents.

Certaines questions y sont traitées plus spécialement. Il s'agit de questions qui sont posées aux participants à cette rencontre. Deux d'entre elles se lisent comme suit: 1- Comment les familles s'adaptent-elles aux médias; 2- Comment les médias s'adaptent-ils aux familles? Puis, en guise de réponses à ces deux questions, les familles et les médias se trouvent traités comme deux ensembles qui sont distincts et qui interagissent de différentes façons.

Ainsi l'action des familles et l'action des médias vont pouvoir s'observer. On va tenter d'estimer les forces des familles ainsi que les forces des médias. Mais alors on ne peut pas écarter la possibilité que les familles et les médias se retrouvent face à face en raison de leurs

forces respectives. Il est même à prévoir que les familles et les médias ne s'adaptent pas les uns aux autres en certaines circonstances.

En plus, on va aborder certains grands changements qui se produisent dans les familles et dans les sociétés où les médias de masses se répandent. Car certains commentateurs vont jusqu'à dire que l'arrivée de la télévision dans les foyers entraîne une « révolution ».

Par ailleurs, les membres des familles viennent naturellement à l'esprit quand on lit l'expression « les familles ». Et on prend alors pour acquis que ces membres s'impliquent dans l'action de leurs familles. En plus, on s'y retrouve devant certains problèmes qui sont propres aux familles et qui deviennent inévitables, quand les émissions de télévision sont diffusées dans les foyers. Par exemple, il y a ces difficultés que des parents ont avec leurs enfants à propos de l'usage que ceux-ci font de la télévision et des autres médias.

L'expression « les médias »

Au contraire, l'expression « les médias » ne fait pas penser toujours à des personnes, comme l'expression « les familles » fait penser aux membres de celles-ci. On le constate souvent en entendant certaines opinions sur « les médias ». Car, dans ce qu'on en dit, l'expression « les médias » se trouve à signifier toutes sortes de choses différentes. Comme cette expression est difficile à comprendre, quand on lit certains auteurs! Quand ceux-ci mentionnent « les médias », ce qu'ils écrivent avant ou ensuite s'interprète de bien des manières.

Aussi, pour le présent texte, on se sent obligé de préciser ce qu'on va dire. Ici les deux mots « les médias » vont servir à parler des personnes et de groupes qui travaillent ou qui s'activent pour des organismes qu'on appelle « les médias ».

D'habitude, ceux qui sont considérés comme étant « des gens des médias », ce sont les gens de la télévision, les gens de la radio, ceux du cinéma ou des journaux. Autant de gens qu'on associe aux « grands médias » ou encore aux « médias de masse ». En plus de nos jours, d'autres gens s'y ajoutent, lesquels s'associent diversement aux entreprises et organismes opérant par l'Internet et par les nouvelles technologies dites « de communication de masse ».



Or, certaines caractéristiques communes s'observent chez ces gens des médias. D'abord, il faut remarquer leurs rapports avec des grandes multitudes de gens, avec « le public », « les publics » ou « le grand public ». En fait, ces gens établissent des rapports avec des multitudes immenses de familles et de citoyens et ils ne cessent pas de développer ces rapports par la suite. Aussi s'agit bien là de rapports humains qui se prolongent, il importe d'en prendre note.

Puis, ces « gens des médias » se caractérisent par des actions qui leur sont propres. Notamment, ils sont en mesure d'agir « pour le public » et en plus ils disent agir « au nom du public » comme aussi « pour les intérêts du public ». Ils sont aussi en position d'agir par leurs masses d'auditeurs, soit en faisant peser le poids social de ces masses, soit en amorçant les forces de celles-ci.

Ensuite, un autre trait qui est commun aux gens des médias concerne la représentation des choses. La représentation est primordiale pour ces gens. C'est pour « montrer » des situations, pour faire connaître des informations ou des « contenus » aux autres, et aussi pour les diffuser à des masses que ces gens des médias s'activent. C'est en captant des images et en les diffusant, en répandant des écrits ou en propageant d'autres représentations que ces gens des médias travaillent. De sorte que l'ensemble de ces représentations qu'ils font peut ressortir comme étant au centre de ce qu'ils font ou comme leur but principal.

Ainsi, on peut voir que les gens des médias servent et s'imposent comme des sortes de très grands metteurs en scène. Car ces gens multiplient sans cesse les spectacles et les autres représentations. Ils les diffusent aussi à d'immenses multitudes d'humains. De sorte que sans rien exagérer, on peut affirmer que ces gens des médias font partie des plus grands metteurs en scène de l'histoire humaine! Ce qui vaut sans doute pour les pays dits « développés ».

Dans les conversations, l'expression « les gens des médias » s'emploie le plus souvent pour les vedettes, les animateurs et les présentateurs dont les prestations sont diffusées à des masses d'auditeurs. Et il va de soi que des journalistes, des professionnels et des travailleurs de la culture en font partie.

Bien plus encore, l'expression « les gens des médias » s'utilise de manière à englober tout l'ensemble des gens qui s'activent dans le vaste domaine de « la communication de masse », en y devenant réputés, prestigieux et en position d'influence dans l'ensemble de la société.

Mais, malgré tout cela, certains de ceux qui font partie des grands médias de masse restent trop peu connus. On sous-estime bien trop souvent les dirigeants, les gestionnaires et ceux qui travaillent dans l'ombre, pour faire fonctionner les services et les structures internes de ces « grands médias ». Incidemment, certaines ententes conclues par ces dirigeants ne sont pas divulguées ou ne sont pas assez accessibles. Sans parler de certains actionnaires des entreprises privées de communication, dont les noms restent souvent inconnus, en dépit du fait de leur rôle et de leur pouvoir dans la société.

Aussi, on en vient à penser que restent encore bien gardés certains secrets concernant la vie sociale et politique de ces organismes « de médias ». Des secrets qui semblent bien mystérieux, quand on tient compte du fait que la plupart des « gens des médias » sont personnellement voués à l'information du public.

Cela étant dit, on comprend mieux comment il importe de remarquer que dans le présent texte nos « gens des médias » sont à considérer comme des humains « en chair et en os ». Après tout, il s'agit bien là d'hommes et de femmes qu'on peut rencontrer. Puis, on identifie à première vue plusieurs d'entre eux, parce qu'on est habitué à voir leurs visages sur les écrans des téléviseurs. Comme on en « connaît » bien d'autres aussi parce que les journaux et revues publient leurs photos, parce que les gens des médias eux-mêmes parlent « d'autres gens des médias », en plus de faire état des attraits de leurs vedettes et de la créativité de leurs animateurs. Comme on les connaît pour d'autres raisons aussi.

Toutefois, malgré que bien des femmes et des hommes y travaillent sous les yeux du public, et malgré tout ce qu'on entend dire à leur sujet, on s'étonne quand on voit comment ce mot « médias » s'utilise très souvent sans parler d'eux.

« Les médias » vus comme étant « des moyens »

C'est que l'expression « les médias » fixe souvent l'attention sur des « moyens » : des téléviseurs, des caméras, d'autres appareils, des arrangements techniques ou des technologies. Comme si les humains ne s'y trouvaient pas ou n'y comptaient pas beaucoup.

Or à s'occuper autant des « moyens », il est évident qu'on risque de réduire l'écoute de la télévision à l'utilisation des dits « moyens ». Un exemple frappant en a été donné par un animateur faisant partie d'un

média de masse. En parlant du rôle du téléspectateur, cet animateur a dit : « Il suffit au téléspectateur d'appuyer sur un bouton pour regarder la télévision ». Or, avec ce genre d'affirmation, l'écoute de la télévision se réduit à une sorte d'automatisme. Comme on pourrait s'y piéger en imaginant que le fait qu'on passe des heures et des heures à regarder la télévision peut se comprendre simplement en additionnant les heures qu'on passe à regarder un téléviseur!

Il y a aussi une deuxième façon de traiter des « médias » comme étant des « moyens ». C'est ce que font ceux qui attribuent des pouvoirs extraordinaires et fabuleux à « la télévision ». Certains d'entre eux jubilent en disant : « La télévision est une fenêtre ouverte sur le monde ». Alors que d'autres se font hésitants et disent : « La télévision est une étrange lucarne ».

Bien sûr, la plupart des gens comprennent que les mots « fenêtre » et « lucarne » sont des métaphores. Mais on dirait parfois que certains ne l'entendent pas ainsi. C'est ce qui arrive quand certains s'illusionnent et croient que c'est le téléviseur lui-même qui possède des pouvoirs extraordinaires et mystérieux. Ils s'en font un appareil « mythique », et cela embrouille les choses.

Dès lors, on a besoin d'examiner comment on en arrive à ce genre d'illusions. Celles-ci se produisent souvent dans des écrits ou des discours, dans lesquels l'expression « la télévision » et le mot « téléviseur » s'équivalent. Par exemple, quand une personne dit à un ami : « J'ai passé la soirée devant la télévision », elle laisse entendre qu'elle a passé la soirée devant un téléviseur. Le mot « télévision » et le mot « téléviseur » signifient alors la même chose, comme cela arrive souvent.

Bien plus, il y a l'usage qu'on fait de l'image de cet appareil qu'on appelle un téléviseur. D'innombrables photos et dessins de téléviseurs servent ainsi à représenter « la télévision ». De sorte que l'image d'un téléviseur en devient le principal symbole de l'ensemble des phénomènes dits « de la télévision ».

Pourtant ce qui se passe entre les familles et les gens des médias ne peut pas se comprendre en pensant d'abord et surtout aux téléviseurs ni à d'autres moyens, appareils ou techniques.

2- L'adaptation des familles aux médias

On a intérêt à tenir compte de ce que disent certains auditeurs de la télévision à propos de certains aspects proprement « humains » de l'expérience vécue par les familles dans leurs rapports avec les gens des médias. C'est le cas de certains auditeurs qui vivent seuls et qui passent plus d'heures à écouter la télévision que les autres auditeurs en passent. Pour s'en expliquer, ces auditeurs solitaires disent y trouver un « compagnon ». Selon eux, en écoutant la télévision, ils ressentent la présence d'un « autre », de « quelqu'un ». Ils disent que cela leur fait oublier leur isolement.

Un compagnon pour les familles

Or ce mot « compagnon » peut aider aussi à comprendre ce qui arrive dans les familles par l'écoute des émissions de télévision. Les familles font alors l'expérience de cette sorte de présence. Elles se sentent « en compagnie » de quelqu'un. Et même sans bien connaître de qui il peut s'agir au juste, des multitudes de familles attendent sa venue, s'en réjouissent ou s'en félicitent.

Pour les familles, l'écoute des programmes de divertissements équivalait ainsi à l'arrivée de visiteurs toujours agréables et amusants. Tandis que l'écoute d'un présentateur de nouvelles se passe comme une rencontre avec un bien charmant personnage, un être humain exceptionnel, tout à la fois sympathique, sérieux, impartial, honnête, bien intentionné et surtout tout désireux d'informer le public et de combler le désir de celui-ci.

Aussi, avec le temps, l'écoute des programmes s'accompagne d'une présence agréable et continue pour les familles. « Un compagnon » tout à fait disposé à « communiquer » avec les familles. Et cela malgré que ce celui-ci reste invisible aux yeux des familles.

Dès lors, il faut bien se dire que certains traits de ce « compagnon » restent à découvrir. Mais tout d'abord, il faut constater le fait suivant : la présence de ce « compagnon » ne requiert pas que les familles et les gens des médias se trouvent réunis ensemble dans les mêmes lieux physiques ni aux mêmes heures.

On le comprend, par exemple, rien qu'à penser un peu au mot « télévision ». Les syllabes « télé » y signifient « distance ». Aussi ce mot « télévision » s'interprète souvent comme étant ce qui permet à des auditeurs de regarder des événements se déroulant « à distance », voire au bout du monde, ou encore d'imaginer ce qui se passe chez les extra-terrestres dans des programmes de fiction.

Puis, comme on le sait, les familles restent presque toujours éloignées des gens des médias lorsque ceux-ci sont en train de produire



ces programmes ou de les diffuser, comme elles s'en trouvent éloignées aussi durant leur écoute des programmes de télé.

Il n'en demeure pas moins que les familles ont des contacts et des rapports humains réels avec les gens de la télévision. Car une distance physique, si grande soit-elle, ne constitue pas un obstacle insurmontable pour les rapports humains. Ni pour les interactions qui se font entre les masses d'auditeurs et les gens des médias. Il est bien connu que ces masses ressentent très bien des attirances pour les vedettes dont les attraits leur sont représentés par les gens de la télévision, même quand ces vedettes donnent leurs spectacles en se trouvant sur les scènes les plus lointaines.

En fait, il reste à observer encore comment cette présence se situe dans les cœurs et les esprits des membres des familles et dans la vie de celles-ci. Et à essayer de voir aussi comment cette présence s'y fait sentir ensuite à travers divers phénomènes qui paraissent psychologiques, sociaux ou culturels.

Alors, ce qui devient intéressant, c'est de s'appliquer à regarder directement « les rapports humains » qui se développent entre les familles et les gens des médias. Surtout que ce qui retient l'attention, ce sont les sentiments, pensées et les désirs avec lesquels les familles et leurs membres se tournent vers les gens des médias. Et ce qui pose bien des questions, ce sont les forces et les attraits par lesquels les gens des médias plaisent tellement aux familles comme aux citoyens. À commencer par les pensées ou les souhaits qui s'expriment ou qu'on ressent en recevant du courrier.

Le courrier comme moyen de communication

Pour les familles et les citoyens, il semble utile de s'arrêter brièvement aux rapports humains qui se font par le courrier et cela pour plusieurs raisons. D'abord presque tout le monde utilise le courrier comme un moyen de communication. Puis on se sert du courrier de bien des façons : pour envoyer et recevoir des nouvelles, des informations, des photos, et aussi pour exprimer des sentiments, échanger des opinions et pour bien d'autres motifs. En plus, le courrier se caractérise par sa simplicité technique. Les boîtes aux lettres sont très anciennes. Elles ne sont pas modernes comme le sont les caméras et les téléviseurs. De sorte qu'elles n'impressionnent pas personne.

Puis malgré que les « facteurs » rendent de précieux services à leurs concitoyens, on peut dire quand même que leur place dans la société n'atteint pas le statut des gens des médias et encore moins la renommée de ceux-ci - cela dit sans en faire aucun reproche aux facteurs. Surtout que les gens des médias règnent incontestablement sur tous les autres gens, quand il s'agit de montrer ce qui est désirable à des multitudes d'auditeurs ou de les diffuser.

Cela dit, on en vient à faire maintenant certaines observations plus précises concernant les familles et leur courrier, dans le but de préparer d'autres observations du même genre qu'on va pouvoir faire ensuite concernant les familles et les médias de masse.

Ainsi dans les lignes suivantes, les Éléments 1, 2 et 3 aident à voir comment la réception du courrier peut être considérée comme une utilisation d'un média. Et ce qu'on va lire dans ces lignes relève du sens commun.

Élément 1 : Le Sujet

Prenons le cas d'une personne qui reçoit une lettre lui venant d'un proche. C'est cette personne qui est traitée en premier dans ces lignes. Ici on accorde la priorité à cette personne. Et on l'appelle Le Sujet. Voici pourquoi on l'appelle ainsi.

Au moment de lire cette lettre, cette personne se tourne mentalement vers ce proche. Elle ne se sent pas isolée. Elle pense alors à ce proche. Sa lecture, elle ne la fait pas seulement avec ses yeux, elle la fait aussi avec son cœur et avec son esprit. Elle devient alors consciente de ses rapports avec ce proche. Elle peut aussi ressentir certains sentiments pour ce proche. En fait cette personne se réfère à son proche pour faire la lecture de cette lettre. Elle vit ainsi une expérience qui lui est toute personnelle. Une expérience qui est subjective. C'est ainsi que le nom de Sujet se trouve attribué à cette personne, et peut sembler lui convenir aussi, vu qu'elle ressent tout cela en elle-même.

Élément 2 : Le Médiateur

Le Sujet (la personne qui reçoit la lettre) se trouve à « passer par » ce proche pour mieux comprendre cette lettre, comme on passe par un ami, par un conseiller ou par un individu qu'on connaît déjà, pour arriver à faire ou à connaître certaines choses.

Pour sa part, le proche, lui, se trouve considéré par cette personne comme quelqu'un dont celle-ci veut tenir compte pour comprendre cette lettre. Car dans la mesure où en lisant cette lettre, cette personne pense à ce proche, s'inspire de celui-ci ou bien ressent des sentiments à son égard, ce proche devient comme une référence dont cette personne

s'inspire réellement pour faire sa lecture.

Aussi on peut dire que ce proche sert comme un intermédiaire par lequel cette personne se trouve à passer pour comprendre le message de cette lettre, comme pour y donner suite. De sorte qu'on peut donner le nom de Médiateur à ce proche vu que le Sujet (la personne) ne lit pas sa lettre sans penser à lui.

Élément 3 : L'Objet

Dans le cas qui nous intéresse, ce qu'on appelle « l'Objet » c'est la lettre en question. Et il est vrai que cette lettre prend d'abord la forme physique d'une enveloppe qui contient la lettre d'une ou plusieurs pages qu'on peut toucher, comme on touche à une chose matérielle. Mais aux yeux de la personne qui la reçoit, cette lettre n'est pas seulement matérielle, ni un simple morceau de papier.

En fait, pour cette personne, cette lettre se transforme, dès que celle-ci s'aperçoit que cette lettre la concerne personnellement. Cette lettre devient alors intéressante. Et si cette lettre prend de l'importance aux yeux de cette personne, c'est par sa façon de s'occuper de cette lettre, d'y mettre de son temps, avec de la joie, de la peine, un sentiment de surprise ou un autre sentiment. Aussi on peut dire que cette lettre acquiert une valeur nouvelle pour cette personne elle-même et aussi à cause de cette personne.

Noter en plus que parfois rien qu'à regarder le dessus de l'enveloppe, avant même de l'ouvrir, et en la tenant dans ses mains, cette personne peut tout de suite penser à son proche. Comme après avoir lu cette lettre, dans les jours suivants, cette personne peut repenser à ce proche et se souvenir encore de lui et de sa lettre. Même bien plus tard, après bien des années, des lettres sont encore gardées précieusement par des personnes, lesquelles peuvent les reprendre dans leurs mains en repensant encore à ceux et celles de qui ces personnes les ont reçues.

La réception et l'envoi des lettres peuvent s'observer ainsi quand on tient compte des rapports humains entre des personnes. On voit alors d'un côté, un Sujet (une personne qui pense et ressent des sentiments et d'un autre côté, un Médiateur (la femme ou l'homme auquel cette personne pense), en s'appropriant cette lettre comme un Objet qui devient le sien.

De plus on comprend ainsi qu'un tel Objet n'est pas seulement un « moyen » impersonnel, ni comme les autres « moyens » semblables, ni un simple « instrument » qu'on utilise sans penser à rien.

Par ailleurs, de tels Objets se retrouvent aussi sous bien d'autres formes que celles d'une lettre. Par exemple une intention de faire plaisir peut venir à l'esprit d'une personne A, quand celle-ci attend un appel téléphonique d'une autre personne B. En pensant alors à cette personne B, la personne A s'en fait un Médiateur vers lequel cette personne A se tourne mentalement aussitôt qu'elle reconnaît la voix de cette personne B en tenant le récepteur d'un téléphone. Ce qui fait que la réponse à cet appel n'est pas comme une réponse comme d'autres réponses le sont, c'est que la personne A s'en occupe ainsi elles-mêmes, en y mettant ses pensées ou ses sentiments.

Il en va de même pour les courriels, les photos, les images et les cassettes que des personnes reçoivent. La valeur de ces choses dépend du désir qu'on peut en avoir. Aussi dans la mesure où ces choses peuvent être désirées par une ou par plusieurs personnes, on les appelle des Objets de désir.

Les dessins 1 et 2 qui suivent viennent illustrer les lignes précédentes

Dessin 1 : Une femme, un homme... et une lettre

Les Éléments 1 - Sujet, 2 - Médiateur et 3 - Objet se trouvent illustrés dans ce présent dessin.



Une femme, un homme et des lettres sont placés en triangle. La femme, qui est vue de dos, y reçoit une lettre de l'homme, qui est vu de face.

Ce qui arrive alors se passe dans l'esprit de la femme, ce qui se trouve illustré par une flèche verticale partant d'elle.

Cette flèche fait voir que la femme se tourne vers l'homme et pense à lui.

Puis, une deuxième flèche part d'un point rapproché de cet homme et va vers cette lettre pour montrer comment c'est en pensant à lui qu'elle en fait la lecture.

Enfin, une troisième flèche revient vers cette femme afin d'indiquer comment elle s'intéresse elle-même à cette lettre et peut vouloir y penser davantage.



Dessin 2 : Diana et un milliard de téléspectateurs



Les funérailles de la princesse Diana à Londres sont suivies par plus d'un milliard de téléspectateurs se trouvant dans plusieurs pays. En pensant ainsi à Diana et en se tournant vers elle, cette masse gigantesque vit une expérience unique et en devient un Sujet. Alors que Diana, elle, devient une Médiatrice extraordinaire vers laquelle convergent les coeurs et les esprits d'un milliard d'hommes et de femmes.

Puis sur ce dessin, il y a une image montrant un animateur d'une émission en train de faire des commentaires sur ces funérailles. Cet animateur et cette émission constitue un Objet auquel ces masses s'intéressent et portent attention en se trouvant attirées à le faire à cause de Diana et en ayant du chagrin pour celle-ci.

Trois flèches illustrent trois mouvements d'un tel sentiment d'une masse d'auditeurs pour Diana. Une flèche verticale montre ce sentiment partant de cette masse et allant à Diana. Une deuxième flèche inclinée vers un téléviseur montre que ce même sentiment se sent en passant par un animateur, ses paroles et son programme, et se sent aussi avec des perceptions sensorielles d'images et de sons. Une troisième flèche qui est inclinée vers cette masse elle-même, montre enfin ce même sentiment revenir à cette masse, en indiquant que celle-ci s'approprie son sentiment pour Diana ainsi modifié par l'attention qu'elle vient de porter à cet animateur.

3- Les rapports entre les familles et les gens des médias

Les familles ont affaire aux médias de bien des façons et cela dans de nombreux pays. Les émissions de télévision et de radio pénètrent dans leurs maisons presque tous les jours. Multitudes de foyers s'ouvrent à l'Internet partout sur la planète. De plus dans certaines régions, les familles reçoivent toutes sortes d'écrits. Elles sont innombrables les familles qui reçoivent leur courrier à leurs domiciles. Multitudes de familles trouvent à leurs portes des pages d'annonces, des dépliants et des brochures publicitaires. Aussi les familles ne cessent pas de voir arriver chez elles des quantités de médias divers.

En même temps les familles entendent très souvent parler « des médias », et il en va de même pour l'ensemble des sociétés.

Tantôt on entend dire que la télévision est un « média » et qu'un journal est « un média ». En plus ce mot « média » revient très souvent pour désigner des « moyens » tels : des téléviseurs, un récepteur de radio, un « système » ou des techniques pour diffuser des images et des sons. Des entreprises et des organismes importants sont considérés comme étant des « médias ». Certains édifices s'appellent des « Centres de médias ». Et on parle aussi des « Cités du multimédia », dont on sait bien que les médias de tous genres y grandissent et se multiplient.

De plus, on dit que les « médias » diffusent des informations comme on dit que « les médias » diffusent des fictions. Il est aussi question « des médias » à propos des problèmes sociaux les plus graves, des choses de la vie courante comme aussi à propos de banalités. Et ce qui est plus sérieux, c'est que l'expression « les médias » sert même pour définir les époques. Il y a l'époque d'avant « les médias », comme il y a l'époque d'après « les médias ».

En plus, il arrive souvent que des gens s'accordent pour parler des « médias » mais qui le font pour des motifs tout différents. Ainsi ils sont certes nombreux à se féliciter « des médias ». Mais on en trouve aussi qui paraissent prendre plaisir à blâmer « les médias ». « C'est la faute aux médias », disent-ils à propos de tout et de rien. Mais cela dit on voit bien que ni les uns ni les autres ne vont pas se priver de parler des « médias ».

Les personnalités médiatiques

Bien mieux encore, certaines personnalités incarnent et représentent elles-mêmes « les médias », et cela même quand elles n'en parlent pas. On les qualifie de « médiatiques » et ce n'est pas sans raison. D'abord il y a celles qui deviennent « médiatiques » du jour au lendemain, d'un seul coup. Il leur suffit d'un seul passage à l'écran des téléviseurs. Mais d'autres doivent y mettre plus de temps. Pour être perçues comme « médiatiques », il leur faut d'abord entretenir des contacts avec « un média » bien établi et assez populaire. D'autres personnalités ont plus de chance. Elles n'ont jamais à attendre pour devenir « médiatiques ». Elles sont « médiatiques » par instinct. Leurs qualités « médiatiques » sont innées. Dans leur cas, on peut dire que les syllabes « média » du mot « médiatiques » désignent certains traits observables de leur tempérament.

Le mot « média » et la politique

Par ailleurs, on constate que le mot « média » revient aussi très fréquemment lors des événements politiques majeurs tels que les élections ou la formation des gouvernements. Puis il est maintenant fort difficile d'imaginer qu'on puisse aller voter ou participer autrement à la vie publique, sans entendre parler « des médias ». Comme aujourd'hui il serait inconcevable que ceux qu'on appelle « les gens des médias » soient absents de la vie politique.

Aussi, il est maintenant bien plus raisonnable d'admettre que le mot « média » s'impose maintenant globalement, à tout le monde, partout et dans toutes les circonstances. En tout cas, il s'avère nécessaire de reconnaître ce mot « média » comme étant un mot-clé, si on veut comprendre plusieurs aspects importants de notre vie commune. Surtout, dans ce qu'on appelle « les démocraties », les citoyens ont plusieurs bonnes raisons de porter attention au mot « média », vu que son usage y progresse et s'y renforce depuis plus d'une cinquantaine d'années.

Un sens à donner au mot « média »

Pour y voir plus clair, on voudra noter d'abord certaines impressions que le mot « média » suscite presque toujours. D'abord « média » fait l'effet de « la nouveauté » et même de « l'instantané ». Il est hors de question d'associer le mot « média » aux vieilles choses du passé, et encore moins aux choses qui n'en finissent plus de finir.

Plus spécialement, « média » fait souvent imaginer le mouvement, la force et aussi la puissance. « Média » ne fait pas penser à ce qui est statique ni à une faiblesse quelconque.

Aussi dès qu'on apprend que « les médias » commencent à parler d'un problème quelconque, on observe qu'un courant d'opinion s'amplifie et se propage aussitôt pour exiger la solution immédiate de ce problème, si complexe soit-il. Il en va de même aussitôt qu'on entend dire que des « médias » vont s'activer par rapport à un conflit. On est surpris de voir alors de groupes influents sortir de l'ombre, pour se manifester au grand jour et intervenir résolument dans ce conflit. De sorte que le mot « média » fait alors penser à un moteur assez puissant pour entraîner d'énormes forces économiques, sociales et autres.

D'autres fois, il faut bien le dire, en entendant parler « des médias », certains en viennent à réagir négativement. C'est ce qui arrive lorsque des personnalités ou des politiciens laissent paraître qu'ils ont peur « des médias ». Le mot « média » fait alors soupçonner qu'il y a là une puissance hostile ou même un pouvoir implacable. Et comme la peur est contagieuse, il s'ensuit que bien des gens croient que « les médias » sont à craindre.

Tout comme à l'inverse, quand quelqu'un parle maintenant « du pouvoir », « de puissance » ou « d'influence », le mot « média » vient vite à l'esprit de celui qui écoute. Car les choses en sont rendues au point où les mots « médias » et « pouvoir » vont maintenant de paire et sont interchangeable.

Le mot « média » de 1960 à 1970

Pour tenter de comprendre ces phénomènes actuels, on n'évite pas de devoir revenir aux origines du mot « média ». Sans reculer trop loin dans le passé, on peut regarder comment on se met à l'utiliser ainsi durant la période allant de l'année 1960 à l'année 1970, du moins dans des pays dits « développés ». C'est vers l'année 1965, il arrive au Québec comme ailleurs aussi, que les peuples de langue française empruntent l'expression « mass media » à la langue anglo-américaine. Et nos gens commencent aussitôt à utiliser cette expression-là sans rien y changer¹. (Note à la fin de ce texte)

Cela dit, il importe de remarquer que les gens de langue française, les gens qui parlent l'anglais, comme aussi ceux de langue espagnole s'accordent alors rapidement à propos de l'utilisation du mot « media ». Car on entrevoit la portée des significations qu'on va attribuer à ce mot « media » et le caractère crucial des interprétations qu'on va à en faire.

Aussi il est indispensable de chercher un sens à donner au mot « media ». Or pour y arriver, il semble indiqué de retourner à l'expression « mass media ». Car cette expression « mass media » est connue de la population et elle s'emploie chez les experts en matières de « medias ». On le doit largement à Marshall McLuhan. Celui-ci sait parler des « mass media », et ce qu'il en dit crée une très forte impression dans les années soixante comme par la suite.

Pourtant, avec les années, au lieu de l'expression « mass media », c'est le mot « media » qu'on va utiliser le plus souvent et qui se répand toujours plus largement. Ce qui se comprend facilement, vu que ce mot est l'abréviation de cette expression. On trouve alors commode et on se satisfait de dire « un média » ou d'écrire « les médias », tout simplement.

N'empêche qu'il faut garder à l'esprit le fait que le mot « mass »



ne s'y trouve plus avec mot « media ». Il s'agit là d'un changement de discours qui porte à conséquence, même s'il peut sembler anodin. Car dire « media » sans dire « mass » fait oublier les masses d'auditeurs. Pire, à se contenter de « media », on risque de négliger les forces qui attirent ces masses et d'ignorer leur pouvoir.

Puis, ce qui n'arrange rien, il est trop fréquent hélas! d'écrire le mot « média » sans en fournir la signification. C'est ainsi que des auteurs, qui sont sympathiques et respectables par ailleurs, se servent du mot « média » sans en donner une définition. D'où une certaine confusion dans l'esprit de celui qui veut bien essayer de les comprendre.

Aussi il y a un réel besoin de savoir exactement de quoi on parle quand le mot « média » se trouve utilisé. Il faut le savoir non seulement à cause de la popularité de ce mot en Occident et ailleurs, mais surtout à cause des enjeux qui peuvent s'y relier. C'est pourquoi notre lecteur voudra s'intéresser à la définition suivante :

« Le mot « média » signifie l'ensemble des divers moyens de communication de masse, incluant la télévision, la radio, les revues et les journaux, avec les gens impliqués dans la production de ces moyens ».²

Bien entendu, cette définition n'est pas parfaite. Puis d'autres définitions sont plus détaillées. Mais on recourt quand même à cette définition, parce qu'elle suffit à faire voir certains points significatifs tout en étant assez brève.

D'abord, comme on l'aura déjà compris, dès qu'on aperçoit le mot « moyens » dans cette définition, celle-ci devient très facile à comprendre. Elle rejoint ainsi une quantité d'autres définitions qui parlent de « moyens » elles aussi. On en trouve dans plusieurs dictionnaires. Autant dire que notre définition est « typique ». Bien des gens peuvent ainsi la comprendre, même à première vue et sans avoir à y réfléchir bien longtemps.

Ensuite, en commençant par le mot « ensemble », notre définition, donne à penser que les dits « médias » ont en commun quelque chose ou certaines choses. Par exemple, avec cette définition, on est moins enclin à isoler « la télévision » et « les journaux », malgré l'impression contraire qu'on peut avoir, vu que les téléviseurs sont arrivés plusieurs siècles après les presses à imprimer. On peut aussi rêver et imaginer comment le cinéma et l'Internet vont pouvoir se joindre de diverses façons. Et plus largement, on risque moins de dissocier certains problèmes qui sont importants et qui sont reliés, quand il est question « des médias ».

La masse

De plus, en incluant le mot « masse », cette définition nous rend un grand service. Car on ne peut pas surestimer ce que ce mot « masse » se trouve signifier. Observer une masse ou des masses, fait observer tout à la fois les immenses auditoires de la télévision et ceux de la radio, les multitudes que composent les lecteurs de journaux et aussi les énormes collectivités qu'on associe aux autres « médias » dits « de masse ». Alors on sait qu'on se retrouve devant des collectivités qui sont très nombreuses, très importantes, voire gigantesques. Comme à regarder ces masses, on se persuade aussi qu'il va bien falloir s'efforcer d'apprécier ces masses pour ce qu'elles sont réellement et aussi pour ce qu'elles sont capables de faire.

Mais on le comprendra, pour y arriver il ne va pas suffire de comparer leurs tailles, comme on fait trop souvent. Par exemple, on ne peut pas se faire une idée satisfaisante de ces masses, quand une chaîne de télévision annonce que ses auditoires sont plus gros que ceux d'une chaîne rivale. Comme on ne comprendra pas ces masses, à parcourir trop rapidement « les cotes d'écoute », ni à se contenter de lire furtivement les mesures de « l'audience » des divers médias.

Devant ces masses, c'est une autre attitude qui convient. C'est une sorte de défi redoutable qu'on ressent dès qu'on pense un peu à ces masses immenses. Et surtout on ne voit vraiment pas comment on pourrait négliger d'observer les forces qui entraînent ces masses elles-mêmes ainsi que leur puissance dans la société.

Les gens impliqués

En plus, cette définition présente encore un autre point des plus significatifs. Elle le fait en mentionnant « les gens impliqués dans la production de ces moyens ». Ainsi en lisant « les gens », il devient évident qu'on a affaire à des humains, à des êtres « en chair et en os ». Et on pense ainsi spontanément à des hommes et à des femmes, qui s'activent pour des entreprises de télévision ou pour d'autres « médias de masse ». Comme on pense aussi à ceux et à celles qui s'impliquent pour des organismes qui sont variés mais qui sont reliés à de tels « médias ».

Aussi le lecteur de cette définition peut y trouver un certain éclairage. Il peut ainsi s'interroger d'abord et principalement par rapport à ces hommes et ces femmes, qu'on appelle « les gens des médias ».

Car ce faisant, il s'évite de trop fixer son attention sur « des moyens », ou sur des « techniques », comme on le fait habituellement quand on parle des « médias ». Incidemment, cela n'empêche pas d'admettre par ailleurs que ces hommes et femmes utilisent normalement des caméras, des téléviseurs et d'autres moyens pour s'activer, comme tout le monde le sait déjà.

De plus, cette définition offre l'opportunité d'observer certains rapports humains. Comme on vient de le voir, les masses d'auditeurs et les gens des médias s'y trouvent réunis. Il devient ainsi tout naturel de s'interroger sur les rapports pouvant exister entre ces « masses » et ces « gens des médias ». Puis ces masses et « ces gens des médias » se distinguent aussi comme deux groupements qui sont nettement différents, aussitôt qu'on se met à vouloir regarder ces rapports.

À ce propos, il convient de noter en passant que ces masses d'auditeurs sont infiniment plus nombreuses que ne le sont les entreprises et les organisations formées par les gens des médias. Dans ces masses, les auditeurs se comptent par centaines de milliers d'auditeurs, par millions, par dizaines de millions ou même par centaines de millions. Bien plus encore, de telles masses dépassent le milliard d'auditeurs lors de ce qu'on appelle les « grands moments de la télévision », exemples : lors des Jeux Olympiques et lors des funérailles de Diana.

Pour leur part, les gens des médias, sont infiniment moins nombreux. Ces gens se comptent seulement par centaines ou parfois par milliers et non pas par millions. Exemple : la chaîne de télévision américaine CNN compte seulement mille quatre cents journalistes environ, alors qu'il lui arrive parfois de diffuser ses informations à des centaines de millions d'auditeurs se trouvant dans de nombreux pays.

Cependant on aurait grand tort de sous-estimer « les gens des médias » à cause de leurs petits nombres. Tout au contraire, il faut estimer l'action de ces gens à sa juste valeur, quand on voit qu'ils sont si peu nombreux par rapport à leurs masses d'auditeurs. Des observateurs peuvent ainsi se motiver à examiner la place que ces gens des médias occupent dans les sociétés. Car ces observateurs peuvent se dire que dans l'histoire, elles sont rares les fois où des gens si peu nombreux ont pu se trouver en rapport avec des masses aussi gigantesques.

Mais alors il devient nécessaire d'approfondir encore plus la signification de notre fameux mot « médias ». La raison en est que l'expression « les gens des médias » ne peut pas se comprendre sans qu'on trouve d'abord une signification satisfaisante au mot « média », puisque ce mot fait partie de cette même expression.

Cela nous ramène aux origines les plus anciennes de ce mot « media », jusqu'à la Rome de l'Antiquité! Les Romains font alors usage des deux syllabes « media » dans leur langue, le latin. Or leurs syllabes « media » ont franchi les siècles et nous servent maintenant pour composer certains mots, dont le mot « médiateur ». Et on vient ainsi à pouvoir dire que nos gens des médias sont « nos médiateurs ».

Le simple fait d'avoir « nos médiateurs » dans l'esprit donne tout de suite l'idée de regarder certaines choses autrement, ce que l'usage habituel du mot « média » ne permet pas de faire. Avec « nos médiateurs » on peut maintenant s'imaginer qu'on va pouvoir faire de nouveaux progrès et avancer autrement dans le monde des médias.

Mais prétendre pouvoir suivre « nos médiateurs » tout de suite et partout serait aventureux. Aussi prenons d'abord le temps qu'il faut pour bien noter le fait que nos gens dits « des médias » sont bel et bien « impliqués dans la production des moyens », comme notre définition le dit plus haut. Mais cela étant admis, hâtons-nous quand même de préciser que ces mêmes gens ne sont pas seulement ni d'abord des producteurs de « moyens ». À les considérer comme « nos médiateurs », on en vient à vouloir regarder comment leur action peut dépasser les limites inhérentes aux activités requises par la production et la diffusion des émissions. En pensant à « nos médiateurs », on se dispose à observer comment ceux-ci peuvent mener une action plus large et plus profonde que celle de l'utilisation des « moyens ».

En fait, l'action de nos médiateurs constitue une médiation humaine, et il semble souhaitable de la traiter comme telle. Toutefois on sent bien que cette médiation va être assez différente des autres médiations que nous offrent les juges, les arbitres ou les autres médiateurs que nous connaissons déjà.

On comprend mieux la médiation exercée par ces médiateurs quand on se demande qui en sont les demandeurs.

Disons que ces demandeurs, ce sont ceux qu'on appelle d'ordinaire « les auditeurs », ou plus précisément, ce sont les masses elles-mêmes lesquelles se composent de tous ces auditeurs. Ce sont ces masses elles-mêmes qui se tournent vers nos médiateurs pour demander à ceux-ci d'agir pour elles à propos de ce qui les concerne elles-mêmes. Ce sont aussi ces masses qui consentent, sollicitent la médiation des



médiateurs, tandis que c'est par rapport à ces masses que ceux-ci exercent leur médiation.

Puis, le recours de ces masses à ces médiateurs est éminemment collectif, vu que ces masses agissent toujours collectivement. L'implication et la responsabilité de ces masses sont essentiellement collectives. Tous les auditeurs y ressentent des désirs communs à tous et y participent ensemble à une action qui est commune à tous. Et cela sans qu'aucun d'eux ne vienne s'élever au-dessus des autres, ni parler au nom des autres, et souvent aussi sans que la quasi totalité des auditeurs qui s'y trouvent ne s'y reconnaissent personnellement responsables de quoi que ce soit.

En pratique on voit ces masses recourir à leurs médiateurs et rester à l'écoute de ceux-ci pour obtenir des informations ou bien pour se divertir par l'action de leurs médiateurs, pour voir des divertissements, pour se distraire et s'amuser comme pour s'éviter des ennuis et des peines, pour souhaiter ou désirer ceci ou cela, ou rechercher certaines choses, comme pour dédaigner ceci ou cela. En fait, ces masses attendent, espèrent et veulent la médiation de leurs médiateurs pour tout Objet que les hommes peuvent désirer.

Pour ce qui concerne ces masses, disons que celles-ci accueillent leurs médiateurs de manière à ce que ceux-ci exercent leur médiation aussi largement que possible. Pour ces masses, la juridiction de leurs médiateurs est illimitée. Les choses à inclure dans cette médiation peuvent être réelles aussi bien qu'imaginaires. Les Objets dont il s'agit y compris les Objets discutables ou litigieux sont innombrables et multiformes. Entre ces masses et leurs médiateurs, tout peut se dire et le contraire de tout. Et une seule loi s'applique : la loi du désir des masses.

Ensuite, tout en continuant à penser à ces masses d'auditeurs, on peut se demander comment nos médiateurs interviennent à propos des problèmes graves rencontrés par ces masses. Ainsi il apparaît qu'au contact de leurs médiateurs, ces masses d'auditeurs regardent suffisamment d'images de guerres, de violences, de morts, pour estimer que la médiation de leurs médiateurs peut s'exercer à propos de la vie elle-même et aussi de la mort.

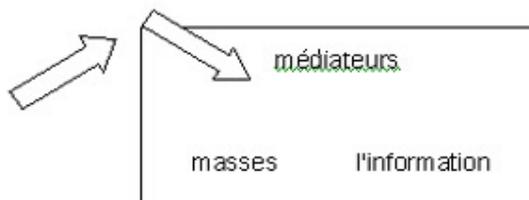
Pour leur part, les masses d'auditeurs ne se trompent pas quand il s'agit de tenir compte et d'apprécier cette médiation que leurs médiateurs exercent pour elles. Ces masses consentent à la médiation de leurs médiateurs presque tous les jours et de bien des manières. Elles le font tout d'abord et avant tout en acceptant les invitations de leurs médiateurs à regarder les émissions diffusées par ceux-ci et en continuant de les accepter par la suite.

Puis, par plusieurs de leurs gestes, ces masses font voir comment elles font confiance à leurs médiateurs, comme la plupart des personnes et des groupes font confiance à des juges, des conseillers, des arbitres qu'on dit bien informés, réputés et sympathiques. Notamment, un de ces gestes de confiance les plus frappants et les plus déterminants s'observe chez les multitudes d'auditeurs qui sont des parents. Il s'agit de ces gestes par lesquels des masses d'auditeurs-parents laissent leurs enfants les plus jeunes en compagnie de leurs médiateurs pendant les heures où ces enfants écoutent la télévision ou s'amuse à d'autres médias de masse.

Ensuite, ces masses démontrent un attachement indéfectible à leurs médiateurs en poursuivant leur écoute des émissions à l'année longue. Comme si une force toute puissante ne cesse d'attirer les masses d'auditeurs et les empêche de délaisser leurs médiateurs.

Or il faut bien noter que ces masses elles-mêmes - et tous et chacun de ceux qui font partie de ces masses - font ainsi passer leurs pensées et leur désir par « leurs médiateurs ».

Ainsi nos médiateurs s'interposent entre d'un côté, les masses d'auditeurs elles-mêmes, et de l'autre autre côté, les questions, les problèmes ou les autres « Objets » que ces masses peuvent désirer, dont elles s'occupent ou se soucient.



Notamment, il est évident que ces médiateurs interviennent entre d'un côté, ces masses elles-mêmes, et de l'autre côté, l'information, et cela autant pour l'ensemble de ces informations que pour les idées qu'on peut s'en faire. Le dessin précédent sert à illustrer cela.

Bien entendu, malgré sa constance et sa régularité, la médiation

menée par nos médiateurs laisse voir des variations. C'est ainsi qu'à travers leur écoute de la télévision, des masses sont attirées par des médiateurs qui répondent à leurs désirs à travers la diffusion des programmes de la télé. Comme durant leur écoute de la radio, les masses sont charmées par des médiateurs qui leur font voir les attraits qu'ils diffusent par leurs émissions. Et bien d'autres masses encore sont tout autant attirées par d'autres médiateurs qui tendent à combler le désir de ces masses en diffusant largement d'autres représentations, nouvelles ou spectacles, lesquels relèvent de la communication dite « de masse ».

Or il faut voir comme les multitudes d'auditeurs qui font partie de ces masses se changent eux-mêmes en développant de tels rapports avec ces médiateurs. Disons que pour désirer une émission, entendre une vedette, un film ou d'autres Objets, comme pour ne pas les désirer, ces masses passent par leurs médiateurs. Ces masses ne s'en tiennent alors qu'à ce qu'elles ne peuvent désirer par elles-mêmes. Pour désirer quelque chose, ces masses se tournent plutôt vers leurs médiateurs. Pour autant, celles-ci tendent à exprimer leur désir et à y donner suite, non pas par elles-mêmes ni selon elles-mêmes. Ces masses s'intéressent et y donnent suite plutôt selon leurs médiateurs, en tenant compte du désir qui leur vient par leurs contacts avec leurs médiateurs, par l'entremise de leurs médiateurs, et à cause des attraits que ceux-ci donnent à voir et à ressentir par ces masses.

De plus, à consentir recevoir les émissions de leurs médiateurs, à choisir parmi ces médiateurs, à les trouver attirants comme à les « aimer » de quelque manière, ces masses tendent à se détourner des ministres et de leurs politiques, des responsables sociaux et des divers leaders lesquels ne font pas partie de ces médiateurs.

C'est pourquoi on se doit de constater et de reconnaître le fait majeur suivant : aux yeux de ces masses, ce sont leurs médiateurs qui sont plus attirants, plus prestigieux et surtout qui paraissent plus aptes à répondre au désir de ces masses elles-mêmes.

À ce propos et en même temps, il est indiscutable que dans leurs rapports avec leurs masses d'auditeurs, les médiateurs, eux, s'appliquent à faire briller des modèles désirables ou d'autres Objets attirants ou enviables. C'est ainsi que ces masses peuvent voir des vedettes plus irrésistibles les unes que les autres, se tourner vers leurs médiateurs et rester en compagnie de ceux-ci. On voit bien alors que ces masses ne veulent pas « manquer » de regarder les autres personnes attirantes ou séduisantes ainsi que d'autres présentateurs aimables et sympathiques, lesquels leur sont représentés et diffusés comme tels par leurs médiateurs.

En plus de ces représentations toujours désirables à regarder et souvent séduisantes, ces masses en viennent aussi à vouloir bien d'autres choses. Elles sont aussi captivées par les autres rapports qu'elles ont avec leurs médiateurs. Ces rapports sont ou paraissent presque toujours agréables aux yeux des masses d'auditeurs. En comparaison, les autres rapports qu'on peut vivre dans une société peuvent paraître moins désirables ou même indésirables. Car il est bien vrai que les rapports familiaux et sociaux peuvent être difficiles et s'accompagnent de certaines obligations.

Comme on le sait, ces masses commencent à vouloir regarder les nouveaux programmes de télévision, quand les médiateurs leur font voir leur propre désir pour ces programmes par des annonces ou autrement. Et par la suite, ces masses continuent d'aimer les programmes en voyant ou en imaginant que leurs médiateurs les aiment eux aussi. Cela s'observe très souvent lorsque les médiateurs font les louanges des programmes qu'ils se trouvent à diffuser. On voit alors le désir de ces masses d'auditeurs se former et se renforcer comme étant un désir d'imiter le désir des médiateurs.

Comme durant les messages publicitaires diffusés par les médiateurs, des masses vont aussi imiter le désir manifesté par les auteurs de ces messages pour des produits divers, des partis politiques, des groupes financiers, des bonnes causes, qui paraissent « politiquement corrects ». On sait déjà comment ces messages diffusés aux masses font croître les achats et favorisent leurs commanditaires. Mais on se fait une meilleure idée de la puissance de ces commanditaires, quand on note que ceux-ci y parviennent avec des messages d'une trentaine de secondes.

Par contre, ce qui est certain, c'est que les masses et leurs médiateurs s'occupent non pas seulement d'achats ou de ventes, mais de bien d'autres choses aussi. Dans leurs rapports avec leurs médiateurs, les masses ressentent des attirances aussi pour les représentations que ceux-ci font et diffusent de la vie de la société. Si bien que c'est tout « un mode de vie » qui devient attirant ou qui va paraître désirable aux yeux des masses, dans la mesure où celles-ci développent leurs relations avec leurs médiateurs. Aussi on peut vouloir observer comment ces

masses vont trouver désirables les choses ou les Objets que leurs médiateurs vont trouver désirables, ou bien comment ces masses vont trouver indésirables les choses que leurs médiateurs considèrent eux-mêmes comme indésirables ou que ceux-ci font voir comme des choses peu attrayantes ou « dépassées ».

Dès lors, il devient possible de suivre comment le désir des masses d'auditeurs va se combiner continuellement au désir des médiateurs, et surtout, comment il s'en dégage une double force, laquelle est assurément très puissante, sinon irrésistible. Noter qu'il y a là beaucoup plus qu'il n'en faut pour revigorer et rehausser le sens et la portée qu'on peut donner à l'expression « les médias de masse ». Au point que le pouvoir de l'attraction qui s'y déploie peut même sembler démesuré.

Surtout que d'immenses masses d'auditeurs ne vont pas résister à cette attraction-là, sans même savoir comment celle-ci agit sur eux. C'est bien là ce qui arrive aux masses de téléspectateurs. Leurs désirs se transforment profondément sous l'attraction de leurs médiateurs, mais ces masses ignorent qu'il en est ainsi. Elles ne s'en rendent pas compte, entre autres raisons, parce que leur attention reste fixée par leur perception des images et des sons des programmes, et surtout parce que souvent ces phénomènes de désir sont difficiles à observer pour ces auditeurs eux-mêmes, et plus encore difficiles pour les masses que ceux-ci composent.

De plus, certains phénomènes indiquent que cette attraction toute puissante s'exerce encore chez ces masses de téléspectateurs, en dehors des heures de leur écoute des émissions. Certains peuvent même s'en préoccuper. C'est le cas des parents qui s'inquiètent, avec raison, quand leurs enfants font des cauchemars après avoir regardé une émission avant de se coucher le soir.

D'une façon troublante mais significative, les cauchemars de ces enfants font voir ce que ceux-ci ressentent en eux-mêmes. Et en considérant la sensibilité de ces jeunes enfants, on peut imaginer ce qui peut se passer plus largement et à la longue, dans les coeurs et les esprits des autres enfants un peu plus vieux qui composent eux aussi des masses de jeunes auditeurs, et aussi ce qui se produit dans les masses d'auditeurs qui sont adultes.

Aussi, pour mieux connaître nos masses d'auditeurs, et à cause de certains enjeux qu'on peut maintenant entrevoir, on en vient à vouloir considérer ce que nos masses peuvent avoir en commun avec d'autres masses humaines.

Les propriétés des masses humaines

Comme chacun peut s'en douter, des masses humaines se forment depuis la nuit des temps, donc bien avant l'arrivée de nos masses d'auditeurs. Et comme certains auteurs se sont fait connaître à cause de leurs ouvrages sur les masses, ce qu'ils en disent peut servir à mieux comprendre nos masses d'auditeurs. C'est le cas d'Élias Canetti. Il a obtenu un Prix Nobel pour son oeuvre.

Or Élias Canetti arrive à montrer comment les masses humaines se forment chez plusieurs peuples, à diverses époques et dans toutes sortes de circonstances. Il le fait dans « Masse et puissance »³, un livre fort remarqué. Or en le lisant, on découvre ce qu'il appelle « les propriétés essentielles » des masses humaines. C'est pourquoi, dans un effort pour mieux connaître nos masses d'auditeurs, on va maintenant énoncer ces propriétés essentielles, et ensuite on va tenter de voir si on peut les retrouver ou non dans nos masses d'auditeurs.

1 - « La masse tend toujours à s'accroître »

On a là première propriété essentielle des masses, telle que mentionnée par Élias Canetti. D'où la question suivante: nos masses de téléspectateurs et d'auditeurs ont-elles toujours tendance à s'accroître? Ont-elles cette propriété essentielle des masses humaines?

Or il semble que la réponse, c'est oui. Car, à ce propos, il convient de rappeler le fait que nos médiateurs s'efforcent sans cesse d'augmenter les tailles de leurs masses d'auditeurs de la télé ou de la radio. Et qu'au contraire ils vont penser à ne plus diffuser une émission quand ils constatent que la masse qui écoute leur émission se trouve à décroître. Comme si pour nos médiateurs, la tendance à croître de leurs masses d'auditeurs était une tendance qui allait de soi.

Ensuite il s'agit de porter attention au fait suivant. Quand une masse d'auditeurs de la télévision fait voir son désir de regarder une certaine émission, de nouveaux auditeurs se mettent à vouloir la regarder eux aussi, ce qui enclenche et fait observer un accroissement de la masse initiale. Pendant que de leur côté, les médiateurs qui diffusent cette émission s'empressent de se féliciter de cet accroissement. Cela dit, il ne faut pas oublier que nos médiateurs peuvent subir des baisses de revenus et des diminutions de leur prestige à cause de la décroissance

leurs masses d'auditeurs. Ce qu'on ne peut pas sous-estimer.

Aussi de tels phénomènes semblent indiquer non seulement qu'une masse d'auditeurs a une tendance à croître, mais qu'en plus nos médiateurs veulent renforcer cette tendance. Comme on peut en dire autant pour les autres masses qui composent « les usagers » ou « les consommateurs » auxquels s'adressent les divers médias de masse. Ainsi on peut considérer qu'une tendance à s'accroître se retrouve dans nos masses d'auditeurs comme dans les autres masses humaines.

2 - « Au sein de la masse règne l'égalité »

C'est là une deuxième propriété qu'Élias Canetti attribue aux masses humaines. En la lisant, on se pose la question suivante: nos masses d'auditeurs de la radio, de télévision et des autres médias de masse font-elles régner l'égalité entre ces auditeurs eux-mêmes?

Pour y répondre, il importe de d'abord bien situer cette « égalité » à l'intérieur des masses d'auditeurs, et plus précisément dans les coeurs et les esprits des multitudes de gens qui en font partie.

Oui, tous et chacun d'eux y deviennent égaux entre eux parce que tous y vivent une même appartenance à une même « Grande Collectivité ». Ils s'y trouvent tous à former un « Grand Tout », ils y font tous l'expérience de se trouver dans leur Masse, laquelle est la même pour tous et chacun d'eux. Ce qui fait qu'aucun auditeur n'y trouve un statut plus élevé ni plus bas que le statut qui est celui de tous les autres auditeurs et de chacun d'eux. Le lien par lequel cette Masse relie tous et chacun de ces auditeurs est le même pour tous et chacun d'eux. Tous et chacun des auditeurs oublie ou perdent ainsi les différences qui les caractérisent pourtant par ailleurs, quand ils restent en dehors de cette Masse et quand ils échappent à l'attraction de celle-ci. Ainsi, à cause de la Masse que tous et chacun des téléspectateurs composent, en regardant un même émission, chacun d'eux devient égal à tous les autres, comme tous les autres deviennent égaux à lui.

De plus, cette égalité de Masse se crée aussi et se renforce parce que le plus souvent les médiateurs diffusent uniformément leurs émissions à tous les téléspectateurs, à tous les auditeurs de la radio et à tous les « usagés » des autres médias de masse. Ce que font aussi les éditeurs de journaux pour leurs Masses de lecteurs. Puis, ce qui concerne l'ensemble des émissions et des autres « productions » faites pour « le public » et diffusées à celui-ci, il est à noter plus spécialement que les médiateurs y montrent uniformément les mêmes vedettes et les mêmes modèles désirables à tous et chacun de leurs auditeurs.

Comme on le sait, ces médiateurs sont eux-mêmes dits « de masse ». Aussi il leur est impossible d'ignorer ni les Masses pour lesquels ils s'activent eux-mêmes, ni d'ignorer l'égalité qui est propre à ceux qui se retrouvent dans ces Masses. Par exemple, quand des médiateurs disent que des émissions sont destinées au « Grand Public », tout le monde comprend alors que ces émissions conviennent également aux auditeurs de tous les âges. Ce qui entraîne forcément que tous et chacun des enfants qui regardent ces émissions s'y trouvent égaux entre eux et y sont égaux aussi avec les adultes qui les regardent eux aussi, tout comme ces adultes y sont égaux entre eux.

Bien plus, ces médiateurs de masses ne cessent pas de diffuser tout aussi uniformément à tous leurs auditeurs l'ensemble de leur programmation. À la longue, mais sans délai ni détour, il s'ensuit qu'au sein des masses d'auditeurs, le désir commun de tous opère comme un laminier lequel, tout en tournant régulièrement et sans qu'on le voit, réduit peu à peu ou même efface les différences personnelles, familiales, sociales, religieuses, nationales, culturelles ou autres lesquelles pouvaient exister entre ces auditeurs. Et il s'ensuit que tous et chacun y deviennent égaux par le désir commun de leur Masse, ou à tout le moins, tous s'y trouvent puissamment entraînés et efficacement attirés à adopter cette égalité-là que leur Masse leur impose.

3 - « La masse aime la densité »

Il s'agit là de la troisième propriété essentielle de la masse. Par cette propriété, les multitudes de gens qui font partie d'une masse, tendent à s'y rapprocher les uns des autres. Il va sans dire qu'ils n'admettent pas d'intrus. Ils ne tendent pas non plus à laisser entre eux d'espace, selon Élias Canetti. Ainsi, à s'inspirer de lui, on peut dire que ceux qui font partie d'une masse ne s'intéressent pas aux choses ni aux gens qui n'en font pas partie. D'où la question : nos masses d'auditeurs aiment-elles la densité?

Pour y répondre, il convient d'abord de se rappeler que c'est dans leurs coeurs et dans leurs esprits, que les auditeurs tendent à se rapprocher. Leurs coeurs battent à l'unisson et leurs esprits ont les mêmes pensées. Ils se rapprochent ainsi « mentalement » même si leurs corps, eux, restent à distance. Ils y sont attirés plus spécialement par les vedettes, les « stars », les personnalités « médiatiques » et les

personnages imaginaires qui sont attirants ou séduisants, comme ils sont attirés plus largement par tout ce qui leur vient dans les programmes et en provenance de leurs médiateurs.

De plus, à certains jours et même en dehors de l'écoute des émissions, il est frappant de voir de nombreux auditeurs lesquels sont pourtant dispersés dans un grand lieu public, se mettre à courir et à se rapprocher afin de mieux voir une vedette de la télévision, lorsque il leur arrive d'y apercevoir celle-ci par hasard. On les voit même se presser les uns sur les autres et se rapprocher autant que possible afin de mieux voir leur vedette.

Toutefois, la plupart du temps, la densité de nos masses d'auditeurs reste peu visible, sinon imperceptible pour ceux-ci. Malgré que tous s'y rapprochent, nul n'y porte attention. Les masses d'auditeurs pénètrent dans les maisons sans que leurs habitants s'en aperçoivent. De sorte que les auditeurs formant ces masses s'en trouvent attirés efficacement même en ayant le cœur et l'esprit ailleurs que dans leurs maisons, soit des dans les lieux imaginaires fabriqués par le désir de leurs masses et selon ce même désir.

Pour ainsi dire, ces masses d'auditeurs restent assises dans leurs fauteuils et à l'intérieur de leurs murs, alors qu'elles se rapprochent à « converger mentalement » vers ces vedettes et animateurs qui apparaissent uniformément à tous. Par exemple, de nos jours, les habitants du Pôle Nord et ceux du Pôle Sud peuvent se sentir moins éloignés ou plus proches les uns des autres, à se trouver devant les mêmes vedettes qui leur sont diffusées en même temps et de la même façon à tous et chacun d'eux. La distance physique ne vient plus séparer ni éloigner les auditeurs du Nord de ceux du Sud. Tout comme pour les masses d'auditeurs du Nord autant que pour les masses d'auditeurs du Sud, les différences d'heures n'ont plus d'importance. L'heure est plutôt au rapprochement entre ces masses du Nord et celles du Sud. Même les saisons ne sont plus différentes. Par exemple, tout en aimant la même vedette, les Québécois peuvent très bien se trouver en hiver, pendant que les Australiens, eux, sont en été.

Au fond, dans nos masses d'auditeurs « tout le monde » aime se rapprocher de « tout le monde ».

En plus, la densité des masses d'auditeurs ainsi que le rapprochement de ceux-ci se manifestent parfois par leur influence sur d'autres masses, sur des ensembles humains ou sur des groupes. On en voit une démonstration lorsqu'une émission est télédiffusée, laquelle est nettement plus populaire que les autres émissions. Il s'ensuit que des milliers d'auditeurs, qui sont des automobilistes par ailleurs, sont alors désireux de regarder cette émission-là et s'abstiennent ainsi d'aller en ville. À cause d'eux, une augmentation de la masse d'auditeurs et de sa densité se produit alors, ce qui entraîne indirectement une diminution de la circulation automobile dans Montréal, comme dans d'autres villes aussi. Car en voyant la circulation automobile devenir plus fluide ou moins dense à l'heure précise où cette émission se trouve diffusée, on peut se dire ou supposer que la densité de la masse d'auditeurs à l'écoute de cette émission s'accroît d'autant. Des policiers, qui sont spécialement affectés à de la circulation, sont souvent témoins de ces phénomènes, lesquels se répètent quand des émissions sont ainsi plus populaires.

Par ailleurs, certains phénomènes donnent à penser que cette densité des masses d'auditeurs vient agir négativement sur la densité des familles elles-mêmes. D'abord à l'intérieur de leurs foyers, on observe que les membres des familles ne se parlent pas pendant qu'ils regardent les émissions. Leur attention est ailleurs. Ils sont avec quelqu'un d'autre.

Même si ces auditeurs aiment être dans leurs foyers, ils en « sortent » quand même d'une certaine façon pendant leur écoute des émissions. Ils ont alors « la tête ailleurs » et le cœur aussi. Ils se tournent alors mentalement vers leur masse (ou vers un « public ») qu'ils composent avec des multitudes d'autres auditeurs. Ils y sont attirés très fortement par l'attraction que leur masse exerce sur eux. Ainsi ils s'approchent mentalement de leur masse et tous ces autres auditeurs qui composent cette masse, autant qu'ils s'éloignent mentalement des autres membres de leurs familles. Ainsi on peut dire que la densité de leur masse se resserre alors que la densité de leurs familles se relâche.

Il est à noter en plus que nos masses d'auditeurs ainsi que leur densité se trouvent mises en évidence lorsqu'elles suscitent l'envie de certains politiciens. On le sait bien, les masses d'auditeurs sont tellement imposantes, qu'en comparaison, les foules qui vont aux assemblées des partis politiques paraissent toute minuscules. D'où certaines initiatives de ces politiciens pour obtenir des collaborations de la part des médiateurs pour que les masses d'auditeurs s'accroissent encore, pour que leurs multitudes d'auditeurs s'y rapprochent à nouveau et deviennent encore plus denses, et cela pour les motifs que l'on sait...

4- « La masse a besoin d'une direction »

Par ailleurs, on gagne à observer comment nos masses d'auditeurs ont besoin d'une direction, ce qui constitue la quatrième propriété essentielle des masses humaines, selon Élias Canetti. Car selon lui, il faut absolument qu'un leader quelconque ou un groupe dominant intervienne pour donner aux masses des objectifs précis, à court terme et facilement accessibles.

Or on trouve facilement plusieurs phénomènes montrant comment nos masses d'auditeurs se trouvent à recevoir une direction, et laissant voir que ces masses ne se dirigent pas elles-mêmes.

D'abord, c'est un fait connu que les émissions arrivent aux masses d'auditeurs en suivant un ordre précis, un ordre qui n'est pas conçu par ces masses elles-mêmes. Puis, le plus souvent, les programmes sont dûment préparés, produits à l'avance et avec méthode. Ils sont aussi chronométrés et même les secondes y sont calculées. Et les masses elles-mêmes sont vraiment incapables de faire tout cela.

En plus, les programmes sont aussi encadrés. Et cela, même si on y trouve certains passages « improvisés » ou même si certains animateurs peuvent dire tout ce qu'ils ont le goût de dire. Ainsi nul peut contredire ceux qui disent : « Un média, c'est un système de communication ». Alors que les masses, elles, n'ont rien d'un tel « système ».

Pour ce qui concerne les médiateurs qui dirigent les chaînes ou les autres organismes de diffusion de masse, la logique et la gestion sont de rigueur pour eux autant que pour les dirigeants d'autres organismes. Tout comme les lois du marché et de la concurrence restent et s'imposent quand les médiateurs relèvent d'entreprises privées.

Aussi, en tenant compte de ces phénomènes, on aperçoit déjà ce besoin qu'ont les masses d'auditeurs d'être dirigées par quelqu'un d'autre.

Pourtant on voit encore mieux ce besoin de direction de nos masses, quand on compare les capacités qu'ont ces masses de passer à l'action avec les capacités qu'ont leurs médiateurs de le faire.

Incidemment, au moment de s'y appliquer, il convient de saluer les groupes de citoyens qui font faire valoir leurs points de vue en matières de médias. Comme on peut vouloir se solidariser avec les organismes familiaux et les groupes communautaires qui encouragent leurs membres à défendre les intérêts et les droits des auditeurs, des téléspectateurs et ceux des « usagers » des divers services de communication de masse.

Mais cela étant dit, il n'en demeure pas moins que trop souvent ces groupes disposent de trop peu de moyens.

En comparaison, avec leurs entreprises et organismes divers, nos médiateurs, eux, disposent de formidables moyens financiers, sociaux, politiques et autres. Et il s'ensuit qu'ils se positionnent comme étant ceux qui déterminent les principaux buts et objectifs des programmes et qui en assurent la direction. Aussi il ne vient à l'esprit de personne que les masses d'auditeurs puissent diriger les programmes, ni que les masses de lecteurs des journaux en soient les dirigeants.

D'une façon tout autant observable, les masses d'auditeurs restent très souvent dépendantes par rapport à leurs médiateurs. Elles le font en s'assoissant pour écouter leurs médiateurs et en se contentant de réagir aux émissions diffusées par ceux-ci. Il n'est pas rare que ces masses se retrouvent devant un choix fait par leurs médiateurs, comme on se retrouve devant un fait accompli.

La réciprocité entre masses d'auditeurs et médiateur

Toutefois, il ne faut pas pour autant exclure toute réciprocité entre les masses d'auditeurs et leurs médiateurs. Ainsi on se doit de tenir compte des sondages et des recherches que les médiateurs font ou font faire pour connaître la volonté de leurs masses d'auditeurs. Car il est bien vrai que ces médiateurs s'efforcent de se conformer au désir du « public », comme ils le disent souvent. On peut bien en convenir, vu que cela peut signifier qu'ils veulent combler le désir de leurs masses d'auditeurs. Toutefois, il faut remarquer que pour combler ainsi le désir des masses, il faut en même temps diriger ces masses. Un exemple vivant en est donné par le couple que Céline Dion et René Angélil se trouvent à former. Alors que Céline excelle à combler le désir de ses masses de fans, René, lui, se trouve à diriger ces masses par ses talents d'administrateur.

Mais l'espace manque ici pour traiter convenablement des problèmes posés par cette réciprocité entre ces masses et leurs médiateurs. Et bien des questions qui concernent les masses d'auditeurs et leurs médiateurs restent encore sans réponses et exigent d'autres travaux.

Conclusions et perspectives

Les masses et les médiateurs entraînent des changements majeurs et profonds dans la vie des familles et des sociétés. Plusieurs



sont mentionnés dans les pages précédentes. Mais pour mieux voir l'ampleur de ces changements, on sent le besoin d'en avoir une vue d'ensemble.

Robert Laffont, lui, peut nous y aider. On peut considérer qu'il fait partie des gens des médias. Il a fondé la maison d'édition qui porte son nom et en plus il a produit des médias audio-visuels. Or, Robert Laffont réussit à résumer une vision globale de la télévision dans les quelques mots suivants :

*« La propagation de la télévision dans la majorité des foyers au cours de la dernière moitié du XXe siècle a constitué la révolution la plus capitale que l'homme ait connue ».*⁴

Or pour bien comprendre ce que ce que Robert Laffont veut dire par ces mots-là, il faut noter qu'en réalité celui-ci est un admirateur de « la télévision ». Il se félicite de « la télévision » autant qu'il se félicite de « la révolution la plus capitale » qui, selon lui, est provoquée par « la télévision ». Il s'en explique longuement dans son livre.

Cela dit, on voudra surtout en retenir les deux faits suivants. Le premier fait crève les yeux. Avec Robert Laffont, certains changements attribués à « la télévision » relèvent de « la révolution la plus capitale ». Aussi avec lui on doit s'attendre à y trouver des changements qui sont tout à la fois majeurs, profonds et largement répandus dans les populations de nombreux pays.

Le deuxième fait s'impose à l'esprit quand on y lit les mots « dans la majorité des foyers ». Car il devient alors évident que les familles elles-mêmes se trouvent impliquées dans cette révolution. Et il est permis de croire que c'est au sein des familles que se déroule « la révolution la plus capitale que l'homme ait connue ».

Ainsi, on ouvre les yeux plus grands pour mieux voir les masses d'auditeurs et leurs médiateurs faire leur entrée dans les familles. Il va de soi que les masses et les médiateurs vont y prendre la place qui leur revient en y apportant la révolution la plus formidable de l'histoire humaine! Et il est assuré que la venue et la présence de ces masses dans les familles vont bouleverser totalement celles-ci, il ne peut pas en être autrement. Cela étant, il ne reste plus qu'à se poser la question suivante : comment les familles vont-elles devenir des familles révolutionnaires?

Pour y répondre, on sait d'avance que les changements qui vont se faire dans les familles ne seront pas superficiels ni passagers. Et vu que l'écoute de la télévision se fait souvent le soir, on se dit que les soirées qu'on passait en famille vont alors changer drastiquement. Elles deviennent subitement des soirées qu'on passe dans des masses.

La vie en famille s'en trouve changée du tout au tout. Et on observe aussi comment tous et chacun des membres des familles qui vont se joindre à ces masses et se mettre à écouter leurs médiateurs. Et à composer ces masses, tous et chacun se transforment eux-mêmes, radicalement, mais imperceptiblement et même en y trouvant du plaisir. Leur révolution familiale est certes capitale mais tous et chacun peuvent parfaitement s'y divertir quand même.

Ensuite, à la lumière de cette révolution formidable et à cause de celle-ci, on devient plus apte à l'observer comment les rapports entre les membres des familles se trouvent alors remplacés par les autres rapports existant entre les auditeurs formant les masses et aussi par rapports entre les masses d'auditeurs et leurs médiateurs. Notamment, les rapports entre les enfants et leurs parents s'en trouvent transformés pour devenir des rapports qui sont proprement révolutionnaires mais qui paraissent comme étant des rapports « normaux ». Tout comme ces rapports entre masses et médiateurs se substituent aux rapports entre les conjoints, sans que ceux n'y trouvent à redire.

Aussi, il reste à comprendre comment ces changements, qui sont vraiment les plus révolutionnaires de l'histoire, arrivent à se faire dans les familles sans que celles-ci sans aperçoivent.

Or, certains phénomènes aident à s'en faire une idée. D'abord, il arrive qu'en faisant partie de ces masses, les familles s'y trouvent attirées par des Objets désirables leur venant de leurs médiateurs. Et pour autant le désir de ces familles s'en trouve comblé. Si bien que dans de tels moments les familles ne peuvent faire autrement que de vouloir que cela continue et que leur désir ne cesse d'être ainsi comblé. Pour autant, des multitudes de familles ne peuvent pas mettre en cause ce qui leur fait autant plaisir, et ne souhaitent pas s'en soucier en aucune façon.

Ensuite, ce qui semble voiler la vue des familles, c'est le fait que les familles en deviennent incapables de s'inquiéter de ces changements. La raison en est que la quasi-totalité des familles s'y transforment alors très rapidement, parce que la télévision prend seulement quelques années pour faire son entrée dans presque tous les foyers. Et il s'ensuit que ces changements, même s'ils se font dans une révolution qui est la

plus « capitale » pour l'humanité, se font dans les foyers, mais en paraissant convenir parfaitement à presque toutes les familles. Ce qui se comprend quand on sait que le désir commun des masses devient alors le désir commun qui attire la quasi-totalité de ces familles. C'est par la puissance-attraction de ce désir des masses, que toutes et chacune de ces familles se mettent à se conformer alors à ce qui apparaît à toutes et chacune comme étant le désir de tout le monde.

Aussi, à voir la révolution la plus capitale se faire ainsi au sein de multitudes de familles, il devient nécessaire de regarder comment elle intervient aussi en dehors des foyers et dans l'ensemble de la société.

Masses et peuples

Comme les familles, les peuples et les nations vont alors changer radicalement et au profit des masses d'auditeurs, lesquelles sont l'avant-garde triomphante de cette révolution si capitale. C'est ainsi que l'histoire de certains peuples ayant vécu avant l'avènement de la télévision va s'assombrir après l'arrivée de celle-ci. Ainsi, quelques années après l'arrivée des médiateurs de masses au Québec, se répand rapidement et partout l'opinion qu'une grande Noirceur avait recouvert l'histoire du Québec, et que, tout au contraire, ces médiateurs y sont venus répandre la Lumière.

De fait, chez nous « la télévision » se trouve associée à « une révolution tranquille », comme chez pour d'autres peuples, « la télévision » se trouve considérée comme une révolution à la fois capitale et bénéfique. Car Robert Laffont n'est pas le seul à dire qu'il s'agit là d'une révolution qui est bénéfique. Bien d'autres gens disent semblablement que cette révolution télévisuelle fait progresser de bien des façons les peuples chez lesquels cette révolution se répand. Et il faut reconnaître aussi que la renommée de « la télévision » et que le prestige des « médias » sont extraordinaires aux yeux d'autres gens.

Masses et vie politique

Par ailleurs, nos médiateurs inspirent eux-mêmes des sortes de figures doubles des organismes déjà établis avant leur arrivée. Et ils font aussi des autorités en place.

Par exemple, par la médiation que les médiateurs exercent sur leurs masses, ils peuvent imaginer des « doubles de juges » qui paraissent « meilleurs juges », des juges plus attirants que les juges eux-mêmes. Comme de leur côté, les masses s'inventent tout aussi facilement « des doubles de politiciens », lesquels paraissent « meilleurs politiciens » que les politiciens qui sont des élus et qui occupent leurs sièges à l'Assemblée nationale, à Québec, ou ceux qui siègent à la Chambre des Communes, à Ottawa.

Ces « doubles de politiciens » qui sont imaginaires, paraissent « non-partisans » et « pour objectifs » en politique, et surtout ils paraissent « meilleurs » que les politiciens qui sont élus. N'empêche que les « doubles de politiciens » influencent grandement la pensée et les orientations des chefs réels et des divers partis politiques existants comme aussi l'esprit même et l'évolution de la vie politique dans quantités de pays.

En même temps, les masses et leurs médiateurs inspirent et enclenchent tout autant la formation d'autres doubles dans les divers domaines de la société et aux différents niveaux de celle-ci. Il ne s'agit pas là de personnes en chair et en os. Ces doubles sont plus faits par des mises en scène et des représentations de personnes et se substituent à la présence et à des personnes en chair et en os. Comme on peut dire aussi que ces doubles sont des « images désirables » lesquelles sont des copies de ces personnes, des copies qui aux yeux des masses sont plus attirantes et plus convaincantes que ces personnes elles-mêmes.

Il faut voir que les masses d'auditeurs se trouvent à entretenir ces « images désirables » dans leurs rapports avec les responsables qui travaillent sur le terrain. Il en résulte des copies améliorées de ces responsables, autant dire des doubles. Le fait que ces doubles soient imaginaires ne nuit pas à leur efficacité et ne le empêche pas de rallier les masses. Tout au contraire, en étant imaginaires les doubles entraînent les masses plus facilement et plus efficacement. Car il faut bien admettre que ces doubles paraissent plus « ouverts » et plus impliqués, ont l'air plus progressifs et mieux informés que ces responsables de terrain peuvent le paraître, et cela même si ceux-ci ont de l'expérience, connaissent très bien leur milieu et le travail qu'ils ont à faire.

Par ailleurs, les masses d'auditeurs, elles, se trouvent ravies devant le prestige et devant l'énorme poids politique, social et culturel de leurs médiateurs. Mais il n'en reste pas moins que, sans nullement vouloir troubler leur bonheur, il faut regarder aussi comment ces masses elles-mêmes deviennent toutes puissantes dans l'ensemble de la société et en viennent à s'imposer.

En fait ces masses constituent d'énormes agrégats humains qui paraissent briller et scintiller comme des étoiles. S'y trouvent d'immenses



multitudes de gens qui y sont entraînés par leurs désirs communs, tendent à se fusionner et développent ainsi un formidable pouvoir d'attraction.

Ainsi ces masses elles-mêmes deviennent d'immenses « doubles » collectifs, lesquels se superposent ou se juxtaposent aux collectivités préexistantes, aux villes, aux villages, aux communautés locales comme aux groupes sociaux. Alors, la plupart de ces autres groupes et ensembles se mettent à paraître comme des groupes peu attirants, ou « dépassés », et s'en trouvent délaissés avant de s'estomper dans l'indifférence de tout le monde.

Masses et religion

Les masses d'auditeurs et leurs médiateurs n'agissent pas autrement pour ce qui concerne la religion et le sens qu'on peut donner à la vie. Ces masses vont se substituer peu à peu mais efficacement aux peuples croyants qui les ont précédées. Des multitudes de fidèles qui fréquentaient les églises, les temples et les autres lieux de cultes ont diminué ainsi avec le temps, sans qu'on sache pourquoi. Mais quand on tient compte de l'arrivée des masses d'auditeurs, de la force de leurs désirs communs et du fait que ces masses se renouvellent de soir en soir et d'année en année, on commence à comprendre comment ces multitudes de croyants vont tendre à disparaître.

Les médiateurs interviennent eux aussi dans les questions de religion. Ils le font en diffusant des modèles qui paraissent plus attirants aux yeux des masses que les sages ou les saints des diverses religions. Puis ces médiateurs renouvellent sans cesse leurs modèles, et ils font en sorte que leurs modèles soient toujours plus désirables pour leurs masses d'auditeurs, y compris lors de la diffusion de cérémonies religieuses. Et alors la représentation des religions vient remplacer la religion. Des vedettes sont ainsi surnommées « idoles ». Comme on dit d'une chanson qu'elle est une « chanson culte ».

Aussi, ce que ces médiateurs arrivent à faire, c'est d'introduire ce qui équivaut à une religion basée sur le désir de masse. Alors que les masses, elles, y trouvent une sorte de religion qui est basée sur leur désir, une religion du désir des masses.

Ainsi, on voit comment le désir des masses d'auditeurs en vient à remplacer le désir des peuples de diverses religions. Au Québec, avant ces masses, un voyageur de passage trouvait facilement une église pleine de pratiquants. Aujourd'hui, ce qu'un voyageur trouve souvent, c'est une église presque vide. Car ici comme ailleurs, ces masses se comportent comme des doubles collectifs qui viennent se substituer à des parties importantes d'un peuple croyant, qu'il soit chrétien ou d'un autre religion.

Les masses d'auditeurs dans le monde actuel

De tels phénomènes de masses s'observent enfin jusqu'à l'échelle du monde. Un nouveau siècle commence à peine quand près de 3000 personnes innocentes sont tuées à New-York, le 11 septembre

2001. Sous le choc et consternés, les Américains passent les jours suivants, à regarder les images qui en sont diffusées par la télévision. C'est dire que des masses américaines se forment alors. Aussi les États-Unis sont paralysés non seulement par ce choc mais aussi par ces masses elles-mêmes. Le monde est stupéfait et il regarde ces images lui aussi. Les masses d'auditeurs se calculent alors par centaines de millions, vu que les médiateurs rejoignent ces masses et s'activent à exercer leur médiation en utilisant des satellites.

Mais voici qu'en s'adressant aux masses américaines par la télévision, Georges Bush se met à parler... La guerre d'Irak s'ensuit. Alors des médiateurs, qui conseillent le président américain et qui sont des experts en communication, y travaillent alors autant que possible. Ils tiennent à donner au président une image irrésistible et à le montrer dans un décor saisissant. Il en résulte alors un spectacle inoubliable.

Vêtu en pilote d'avion militaire et suivi par les caméras, Georges Bush, va se poser sur un porte-avion et déclare triomphalement : « Mission accomplie ». Alors que les masses d'auditeurs américains comme les masses dans divers pays s'en trouvent fascinées!

Or, il faut y voir une apogée éblouissante pour les masses et pour leurs médiateurs. Mais il faut se dire que cela leur arrive après une longue évolution. Ce n'est pas d'hier que le désir des masses et des médiateurs se répand chez les peuples.

Aussi, si une personne ose demander : « Et les Nations Unies que font-elles? » On peut lui répondre: « Bof! les Nations Unies ne diffusent pas de spectacles que tout le monde aime ». De nos jours, il est entendu que les masses et leurs médiateurs dominent de larges parties de la planète.

Il reste alors aux familles et aux citoyens de faire des efforts pour y trouver une place.

Notes

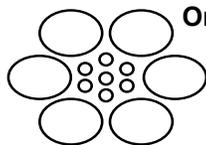
1 - Les gens de langue française ne vont pas oublier le mot « media », un mot qui leur vient des Anglo-américains. Mais ils vont quand même en venir à mettre un accent aigu sur la lettre « e » du mot « media » et à l'écrire « média » pour le « franciser ». De sorte qu'aujourd'hui nos gens se trouvent à écrire « media » ou « média ».

2 - Définition en langue anglaise parue dans *Encarta World English Dictionary*. Éd. St-Martin Press, New York, 1999, et traduite par G. Gauthier ,

3 - Canetti, Élias, *Masse et puissance*, Éd. Gallimard, 1966, 1986, pp.27-28.

4- Laffont Robert, *Léger étonnement avant le saut*, Éd. Robert Laffont, Paris 1996, p.132.

www.familis.org/riopfq/publication/pensons77/gauthier.html



Organisation mondiale pour les familles FAMILIS OMF

4837, rue Boyer, bureau 110
Montréal (Québec) H2J 3E6

www.familis.org

familis@familis.org

gauthier.gaston@videotron.ca

À l'Hôtel de Ville de Montréal



L'Organisation mondiale pour les familles FAMILIS OMF a été invitée en son titre d'organisation internationale non gouvernementale OING à se joindre au Corps Consulaire pour la présentation des Bons Voeux 2004

Monsieur Gérald Tremblay
Maire de Montréal

Madame Francine Sénécal
Vice-présidente du Comité exécutif

Monsieur Yves Lajoie
Secrétaire général
Organisation mondiale pour les familles FAMILIS OMF

Monsieur Marcel Parent
Président du Conseil municipal

La santé mentale des enfants : SOS Garçons

La rencontre du 16 juin 2004

Récemment, il a été publié dans quelques quotidiens et revues, des articles relatant des symptômes de malaises, de difficultés, de déroutés (!), qu'on attribuerait aux garçons.

Ces propos concernaient la réussite scolaire, la vie sociale, la vie affective des garçons.

Quelques écrits ont mis en cause le féminisme.

On a lancé ce message : S.O.S. Garçons !

Qu'en est-il exactement ?

Nos personnes ressources s'interrogent sur le phénomène et apportent quelques pistes de réflexions.



Les personnes ressources

M. André Faivre
Éducateur et andragogue
Formateur au Centre québécois
de ressources à la petite enfance CQRPE

M. Lahssen Abassi
Coordonnateur et formateur interculturel
Centre Jeunesse Arabe

M. Manuel Peñafiel, t.s.
Travailleur social
Équipe jeunesse - CLSC Des Faubourgs

Monsieur André Faivre

M. André Faivre
Éducateur et andragogue
Formateur au Centre québécois
de ressources à la petite enfance CQRPE

SOS Garçons ! ...?

Bonjour,

Les idées que je vais vous présenter cet avant-midi sont celles d'un éducateur qui s'est impliqué depuis 40 ans, personnellement autant que professionnellement, auprès des enfants, surtout auprès des garçons.

J'utilise ici le terme éducateur dans son sens large : celui qui éduque dans un centre d'accueil, dans des classes d'adaptation scolaire, en foyer de groupe, sur la rue, comme famille d'accueil ou en camp de vacances.

Ce que je pourrai vous dire ici est strictement personnel et n'engage nullement le CQRPE auquel je suis lié actuellement comme formateur depuis 1997. Depuis deux (2) ans, j'ai commencé à exprimer au CQRPE ma préoccupation devant l'absence d'éducateurs masculins dans les CPE et les autres services de garde au Québec : un nouveau dossier peut-être. Alors quand M. Lajoie a dit à la directrice du CQRPE qu'il cherchait des conférenciers pour aujourd'hui, elle lui a suggéré mon nom. Samedi dernier, par le même processus, je suis allé présenter une conférence devant un groupe de pères de l'organisme Repères au sujet de l'importance des pères dans le développement des enfants, des garçons en particulier.

J'ai accepté avec enthousiasme de venir présenter cet exposé ici aujourd'hui : c'est pour moi une occasion précieuse et inattendue. Je remercie M. Lajoie pour son invitation.

Mais depuis le jour où j'ai accepté, je vis un tourment intérieur. C'est la première fois que je dirai devant un groupe ce que je tenterai de vous communiquer pendant cette demi-heure. Ce n'est pas la primeur qui m'intimide mais c'est le sujet qui me touche profondément. Je ne peux pas parler des enfants et des garçons sans émotions parce que j'ai toujours fait mon métier d'éducateur en me servant de mes émotions, ce qui d'autre part,

pour bien des professionnels et des gestionnaires en éducation, est risqué ou considéré comme un signe d'incompétence ou de non-professionnalisme.

Je ne peux donc pas non plus m'exprimer sur le thème d'aujourd'hui « SOS Garçons » sans émotion et ce ne sont pas des émotions faciles à exprimer : celle qui domine en moi depuis une dizaine d'années est un sentiment de colère. Et cette extinction de voix, ça va mieux aujourd'hui qu'hier, m'aidera beaucoup. Ça fait des semaines que j'essaie de trouver le ton juste qui conviendrait le mieux à cet exposé : ça me rassure de ne pas pouvoir forcer la voix.

En 30 minutes, je ne pourrai pas faire beaucoup de nuances ni arrondir les coins. De toute façon, si c'est vrai qu'il y a urgence, ne parle-t-on pas de SOS ? Je crois qu'on a dépassé depuis longtemps le stade des nuances, du confortable, du rassurant, du politiquement correct, de la banalisation...

L'autre facteur qui m'aidera c'est d'avoir écrit cet exposé et de vous parler en lisant. Autrement, je serais incapable de me limiter à une demi-heure.

J'ai le goût de commencer en vous disant que je me suis presque mis à rire quand j'ai appris le thème « SOS Garçons ». « SOS Garçons » en 2004 ! Ça fait trente ans qu'il y a de la fumée et que l'incendie couve, que le navire prend l'eau et on crie SOS maintenant !

Ça fait 30 ans, au Québec, que l'on prépare, qu'on laisse s'installer cette situation, situation que l'on commence à peine à décrier depuis quelques années. Ça me choque d'entendre ça aujourd'hui, « SOS Garçons » parce que ça fait 30 ans que je trouve que ça va de plus en plus mal pour les garçons.

J'ai parlé de « colère » et j'ai dit « choqué ». Je ne suis pas certain du tout que ceux qui sonnent maintenant l'alarme ou qui s'alarment ou que l'alarme réveille veulent vraiment éteindre l'incendie et sauver le navire. Pas certain du tout qu'ils voudront le faire, qu'ils consentiront les efforts nécessaires.

J'ai l'impression qu'ils le voudraient bien mais j'ai beaucoup de difficulté à croire que les décideurs, les organismes et les mentalités qui ont laissé l'incendie couvrir, qui n'ont pas senti la

fumée, qui ont enlevé les piles des alarmes en banalisant chacun des symptômes précédents, qui se sont installés dans le confort de l'inertie ou de l'aveuglement, que ceux-là, maintenant, vont vraiment lutter contre l'incendie. En fait, je doute beaucoup de leur crédibilité.

Je suis pessimiste. Mes amis ne me reconnaissent plus, moi, l'habituel optimiste qui voit toujours le verre à moitié plein.

D'autant plus qu'on continue à mettre le feu et à percer des trous dans la coque. J'ai l'impression qu'on croit qu'on pourra lutter contre la typhoïde sans être obligé de modifier radicalement les conditions d'hygiène et l'alimentation en eau potable.

J'entends dans « SOS garçons » comme si les problèmes venaient de surgir, spontanément, comme ça, depuis quelques années, sans racines, sans causes. La maladie dont souffrent les garçons est en phase de crise, on lance un SOS, mais ça fait 25-30 ans qu'ils l'ont attrapée et que les symptômes se multiplient et s'aggravent. Comment peut-on se fier au médecin de famille qui crie « à l'urgence » quand il découvre une maladie à évolution lente dont il a négligé les symptômes ?

On ne peut pas crier « SOS garçons » sans lancer aussi un SOS pour l'enfance, pour l'adolescence, pour la famille et pour l'école.

Dire que ça va mal pour les garçons comme si tout le reste allait bien c'est faire l'autruche. Personnellement je trouve que ça fait longtemps qu'on fait l'autruche au Québec et que c'est même devenu une manière de gérer. Surtout ne pas faire de remous.

Ça ne pourrait pas aller mal pour les garçons si ça allait si bien pour l'enfance, pour les adolescents, pour la famille et dans les écoles.

Un garçon c'est d'abord le fils de ses parents. Un garçon c'est un enfant, c'est un pré-ado, c'est un adolescent. Un garçon, ça passe quand même 6 heures par jour, 5 jours par semaine, 10 mois par année dans une classe et dans une école. Il n'y aurait que les garçons qui seraient en difficulté ? Pas les fils, pas les frères, pas les amis ? Et tout va bien à l'école pour lui ? Et c'est à cause de lui si ça va mal pour lui à l'école, qu'il décroche et échoue ?

Si on s'imagine qu'on peut éteindre l'incendie ou sauver le bateau sans cesser de mettre le feu et de négliger la coque, on rêve en couleur. On ne peut pas sauver un navire en pompant mais en laissant l'eau entrer. Quand je regarde ce qu'on fait et ce qu'on laisse faire au Québec depuis 30 ans dans le domaine de l'éducation, de l'enfance, de la jeunesse, je ne suis pas surpris d'entendre crier SOS aujourd'hui.

Les garçons ont besoin des hommes

D'une manière globale, je ne crois pas qu'on puisse éduquer des garçons sans hommes. Le Québec est passé dans le tordeur de certaines idéologies féministes et ça fait bien 10 ans qu'on parle timidement du malaise des hommes.

Comment voulez-vous que les garçons se sentent bien dans leur peau de garçon si les hommes se cherchent eux-mêmes ? !

D'un côté, il y a l'absence des hommes et d'un autre côté il y a la peur des hommes.

97,67 % du personnel éducateur dans les services de garde à l'enfance sont des femmes (Association des CPE du Québec).

Au primaire : au préscolaire - 97 %, en adaptation scolaire - 89 %, au régulier - 89 % et 83 % des professeurs suppléants (Site-Web du Ministère de l'Éducation).

Je n'ai pas trouvé les chiffres spécifiques pour le premier cycle du secondaire mais d'après les chiffres des 5 degrés du secondaire, j'estime entre 15 % et 30 % seulement la proportion d'enseignants masculins auprès des garçons de 12 à 14 ans.

Les garçons sont éduqués presque uniquement par des femmes au Québec et on est surpris que les garçons soient en difficulté ? Il n'est pas surprenant que l'ensemble de l'éducation au Québec ne soit pas conçu, organisé et vécu pour les garçons. Et ce n'est pas en appliquant des petits pansements comme des « programmes spécifiques » qu'on va renverser la vapeur.

Il faudrait qu'on s'interroge très sérieusement sur cette absence des hommes en éducation : les facteurs sont profonds et là aussi il n'y a pas de génération spontanée. Il ne faudrait pas s'imaginer que cette absence des hommes est le signe qu'on peut élever des garçons sans hommes signifiants et bien dans leur peau d'homme auprès d'eux.

D'autre part que se passe-t-il trop souvent quand les hommes tentent d'approcher les garçons ? Ou bien ils se sentent noyés, effacés, dans un univers féminin et dans une culture féminine ou bien ils sont soupçonnés d'avoir des intentions d'agresseurs sexuels. Je me souviens d'une formation en sélection des ressources humaines où des gestionnaires de CPE m'interrogeaient sur la manière particulière de faire la sélection et d'interviewer les candidats masculins : il y avait une gêne lourde dans le groupe et c'est moi qui ai dû prononcer les mots « pédophilie » et « agressions sexuelles » pour mettre le sujet sur la table.

L'éducation et tout ce qui touche aux garçons a peur des hommes. Vous croyez que les garçons ne le sentent pas ? On commence même à leur en parler à l'étape de la petite enfance. Vous savez ce qui se passe chez une personne quand on génère en elle de la méfiance ou de la crainte vis-à-vis ce qu'elle ressent comme un besoin vital et naturel ? On est surpris ensuite que les garçons se sentent mal comme garçon ?

La croissance des comportements violents chez les garçons (et chez les filles) est une des conséquences de cette absence des hommes auprès d'eux et de la méfiance envers les hommes dans notre société face à l'enfance.

On confond force, agressivité et violence. On confond l'agressivité saine et naturelle des garçons avec la pulsion de violence. Par phobie de la violence, on interdit aux garçons la manifestation naturelle de sa force et de son agressivité naturelle. Le tempérament des garçons est devenu un problème. Ils peuvent être des garçons à la condition de ne pas trop agir en garçon. On s'imagine qu'on les éduque en leur interdisant de se tirer dans les cours d'école ou dans les foyers de groupe ou de se lancer des balles de neige. Par contre on les laisse regarder n'importe quoi à la TV, au cinéma, à l'écran de leur ordinateur et on paye des millions en salaire à des gens qui posent des actes criminels sur la glace.

Le pire c'est quand je vois des hommes oublier qu'ils ont été des garçons en se moulant, en se conformant, bien confortablement dans des rôles où leurs qualités d'homme ne sont plus nécessaires, dans des rôles pour ne pas faire peur.

Samedi dernier, j'ai dit à des pères de ne pas trop se casser la tête à chercher les bons rôles paternels. Je leur ai suggéré qu'être père, c'était d'abord être un parent homme, un homme parent, un parent à la manière d'un homme. Ce qui sous-entend que pour être un bon papa faut peut-être d'abord se sentir bien dans sa peau d'homme et reprendre sa place comme homme dans la famille, auprès de ses enfants.

Je dirais la même chose à des éducateurs.

Les hommes sont indispensables aux garçons. Quand ils n'en trouvent pas de solides et qui les aiment à la maison, à l'école ou dans le voisinage, alors ils vont chercher ailleurs et ailleurs, chez les garçons (et de plus en plus chez les filles), c'est la gagne. Les garçons sans hommes s'élèvent entre eux. Le phénomène de gagne à l'adolescence est provoqué et exacerbé, au-delà des limites naturelles d'une adolescence normale, par cette absence des hommes. À mon avis, il s'agit d'une urgence nationale.



Respecter leur développement naturel

Un autre facteur de la situation alarmante des garçons et que je considère comme une violence psychologique qui leur est faite, c'est la confusion générée et entretenue entre « enfance », « pré-adolescence » et « adolescence », autant chez les filles d'ailleurs que chez les garçons.

Les garçons sont bousculés par des rôles dictés par une certaine culture, Monsieur Peñafiel vient d'en parler, et qui précèdent leur maturation naturelle. On a fait disparaître la « pré-adolescence » comme étape indispensable de la maturation entre l'enfance et la véritable adolescence. Les garçons de 12-14 ans sont projetés dans l'adolescence et on traite les 11 ans comme s'ils allaient être des ados l'année suivante. C'est ahurissant !

La culture actuelle nous induit en erreur quotidiennement. Un garçon de 12 ans n'est pas un adolescent, quoi qu'en disent la publicité et le marketing qui ciblent les jeunes, un paquet de dépliants et certains petits manuels pour parents. Il ne faut surtout pas se fier au langage des media et des gens confus qui manquent non seulement de vocabulaire mais qui font surtout fil des connaissances de base sur le développement de l'être humain ou tout simplement du gros bon sens. Avec des phrases comme « un jeune adolescent de 10 ans » ou bien « la fillette de 13 ans » ou encore « la jeune femme de 14 ans », on entretient de fausses idées qui justifient ensuite de mauvaises attitudes éducatives.

Je n'ai malheureusement pas le temps ici de développer cet aspect, mais il est au coeur de certaines erreurs face aux garçons, dans les familles, dans les écoles, dans les camps de vacances et tout autant dans les ressources des Centres jeunesse. Un pré-ado n'est pas du tout un ado et on lui rend un très mauvais service en lui faisant croire ou le laissant croire le contraire. Mais au Québec, il n'y a pas que la religion qui est devenu d'abord un phénomène culturel, l'éducation aussi est dominée par la culture du moment : les éducateurs ont abandonné leur fonction de placer et d'éclairer les points de repère. Le courant culturel depuis quelques dizaines d'années a emporté les bouées de navigation et les garçons s'échouent et échouent.

Arrêter de banaliser

Un autre facteur qui m'apparaît important c'est la hausse de la consommation de drogue. On parle de 23 % dans les écoles. Je suppose que c'est passé de 0 % à 23 % en quelques années ? Un autre phénomène de génération spontanée ? Une autre situation sans responsabilités, sans racines et sans causes ?

On a inventé deux beaux concepts pour enlever les piles des alarmes : le concept de drogue douce et celui de la réduction des méfaits. Actuellement la valeur de base des policiers et des politiciens et celle qu'on entend chez ceux qui se disent « éducateurs en chef », ce sont les coûts reliés à la lutte contre ce fléau : on parle d'économie, d'argent, de profit, on chiffre et on calcule. Jamais on ne met en jeu les conséquences sur les jeunes, jamais on ne place les jeunes comme valeur première des réflexions et des actions. Et on banalise autant que les autruches sont habiles à le faire.

Ce n'était pas grave quand c'était 5 %, alors pourquoi le serait-ce à 10 %. On est rendu à 23 % ! Bof ! C'est juste un join. Comme si c'était le join qui était le problème ! Un join c'est trop, souvent le premier.

À voir la banalisation officielle et quasi-systématique de cette situation, on en arrive presque à se demander à qui elle profite. En tout cas, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup d'adultes qui ne veulent pas perdre leur confort et leur liberté de fumer leur join quels qu'en soient les effets sur les jeunes. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas de campagnes « anti-pot » alors qu'il y a des campagnes « anti-tabac » ?

En fait, je crois que les adultes sont incapables de dire NON aux jeunes parce qu'ils sont incapables de se dire NON à eux-même. Ils ne veulent surtout pas se trouver en contradiction entre ce qu'ils font et ce qu'ils disent alors ils adaptent leur discours pour ne pas trop se déranger.

Il y a un sérieux problème de valeurs et de leadership face aux jeunes chez les adultes. La consommation de drogues n'est qu'un domaine et un symptôme parmi d'autres. On ne sait plus respecter l'espace vital des enfants, des pré-ados et des ados, on les envahit de partout.

Le dogme de la mixité

On a imposé la mixité dans les écoles comme une doctrine. On l'a implantée mur à mur sans préparation, sans études, sans instructions, sans outils, à partir d'une idéologie. On n'a pas envisagé les conséquences sur l'éducation des filles et des garçons, on n'a pas tenu compte de leurs besoins spécifiques à travers les étapes naturelles de leur développement durant leur enfance, et leur adolescence.

Cette mixité artificielle, idéologique, se combine actuellement avec une érotisation des enfants, des pré-ados et des ados de plus en plus décriée. C'est un mélange explosif ! Pourtant prévisible.

La mixité telle qu'elle est organisée dans les écoles ne correspond pas aux besoins des garçons et des filles. Les enfants et les pré-ados jouent des rôles. Elle ne favorise une estime de soi, comme garçon ou comme fille, que construite à partir du regard de l'autre sexe, en sautant des étapes, surtout entre 10 et 14 ans. Les garçons se trouvent ainsi à se définir en fonction des filles et les filles en fonction des garçons à un âge où ils ont surtout besoin de se retrouver entre eux dans la construction de leur identité propre.

Cette mixité idéologique se combinant aussi avec l'absence des hommes, crée ainsi un second mélange explosif pour les garçons.

Ensuite on se demande comment il se fait que les garçons grandissent mal, sans présence ni leadership masculin dans leurs classes et sans groupes identitaires signifiants dans le système scolaire.

La culture ambiante et certaines idéologies fortement influencées, pour ne pas dire déterminées, par la puissance de la publicité, du marketing et des médias ont remplacé la connaissance de la psycho-éducation. Je me demande où on s'en va. Je dirais plutôt je sais d'où on vient, quand on entend des enseignants et des éducateurs parler d'un garçon de 12 ans ou d'une fille de 11 ans comme d'un ado en trouvant tout naturel de les confronter à des ados de 15 et 17 ans. Je me demande ce qu'on leur a enseigné au CÉGEP ou à l'université : en tout cas, ce qu'ils ont appris résiste mal à la culture ambiante.

Volonté d'agir ?

Croyez-vous que les adultes vont accepter de redonner aux garçons de 7 ans, de 10 ans, de 12 ou de 15 ans leur espace vital ? Si la TV, le cinéma, la cotation des films, les publicités, les jeux vidéos continuent à être programmés et mis en marché ou en onde comme si les enfants et les pré-ados n'existaient pas, ne voyaient pas et n'entendaient pas, on est mal parti. On criera SOS encore dans 10 ans.

Comme je vous l'ai confié au début, je suis assez pessimiste parce que je ne suis pas certain, je ne vois aucun signe, que le Québec voudra revenir sur ses pas ni que les adultes voudront renoncer à leur confort. Cet exposé ne prétend pas avoir couvert tous les aspects ni avoir approfondi ceux qu'il a abordés mais voici, en vrac, quelques mesures concrètes qui pourraient à mon avis contribuer à corriger des facteurs néfastes, à circonscrire l'incendie, à boucher les voies d'eau et à prévenir.

Bien sûr, elles sont radicales. Ne crie-t-on pas au secours ?
Ne venons-nous pas de lancer un SOS pour les garçons ?

1. Faire en sorte que d'ici 5 ans, 50 % du personnel éducateur dans les CPE soit des hommes. Concevoir et établir les stratégies de promotion et de recrutement nécessaires. Réviser les programmes pour assurer la dimension masculine de l'éducation à la petite enfance en comprenant et en y intégrant les attitudes éducatives propres aux hommes.

2. Rétablir le titulariat au premier cycle du secondaire.

3. Rétablir des classes composées uniquement de garçons et de filles de la 4^e du primaire à la troisième du secondaire inclusivement ou tout au moins supporter les commissions scolaires et les écoles qui veulent le faire.

4. Encourager et supporter l'établissement et l'animation d'activités extra-scolaires sportives, culturelles et scientifiques mixtes dans les écoles secondaires.

5. Réviser complètement et à la hausse les critères et les cotes des films et des émissions de TV.

6. Réglementer d'une manière beaucoup plus serrée la pub à la TV en fonction des heures d'écoute des 14 ans et moins.

7. Lancer régulièrement des campagnes « anti pot » autant qu' « anti tabac » énergiques, affirmatives et spécifiques à chaque groupe d'âges, visant autant la prévention que la motivation à l'arrêt de la consommation. Contrer les idéologies qui banalisent et tolèrent la consommation de drogues chez les pré-ados et les ados ou qui capitulent.

8. Obtenir une politique familiale qui investisse les ressources disponibles avec l'objectif clair qu'un des deux parents (ou le parent) puisse demeurer à la maison et qui donne la priorité à l'éducation dans la famille. Comme l'a bien exprimé le premier conférencier qui s'est adressé à vous, Monsieur Abbassi, et d'autres intervenants cet avant-midi, redonner aux parents plus de pouvoir sur l'éducation de leurs enfants et sur ce qui peut l'influencer.

9. Introduire une formation volontaire à la parentalité à la fin du secondaire et / ou au CÉGEP : organiser des w-e volontaires pour les jeunes du second-cycle du secondaire et du CÉGEP qui veulent réfléchir et discuter de leurs projets d'avoir ou d'adopter des enfants et de les élever.

10. Sortir des classes (et non de l'école) les enfants chez qui ou pour qui les conditions nécessaires à l'apprentissage et à la réussite scolaire ne sont pas réunies à un moment donné et les aider ainsi que leurs familles pour la durée nécessaire et à partir de l'école.

11. Donner aux écoles les ressources indispensables pour répondre en première ligne aux besoins de ces enfants (#10), par exemple en transférant des CLSC (secteur Famille, Enfance et Jeunesse) vers les écoles un certain nombre de postes de travailleurs sociaux et d'infirmières (par exemple).

12. Redonner aux écoles la possibilité et les moyens d'ouvrir des classes adaptées et d'engager le personnel spécialisé nécessaire afin de mieux répondre aux besoins de ces enfants (#10).

13. Augmenter de 1 an la formation collégiale (CÉGEP) des éducateurs spécialisés et renforcer leurs compétences en psycho-éducation afin qu'ils puissent résister aux courants culturels qui les influencent et demeurer des points de repères solides.

14. Renforcer la formation des maîtres en gestion de classe et en psycho-éducation et mieux les préparer à exercer un leadership nécessaire auprès des enfants, des pré-ados ou des ados.

15. Redonner aux psycho-éducateurs les fonctions de réflexion, de planification, de programmation et de supervision sur les programmes et le personnel éducatifs ou de rééducation dans les milieux scolaires, institutionnels et communautaires plutôt que les employer en première ligne.

16. Faire en sorte que les travailleurs-sociaux professionnels qui sont employés par les Centres Jeunesse redeviennent des professionnels autonomes centrés uniquement sur les besoins des enfants et / ou des familles et libérer leur acte professionnel des contraintes organisationnelles et idéologiques.

17. Réduire la charge de travail et augmenter les ressources des avocats du Tribunal de la Jeunesse afin qu'ils puissent rencontrer adéquatement tous les enfants et les jeunes qui sont leurs clients.

18. Modifier la Loi de la Protection de la Jeunesse afin de donner aux Juges du Tribunal de la Jeunesse les pouvoirs nécessaires sur les mesures de protection appropriées à chaque cas et sur l'exécution de leur jugement sans être liés aux Centres Jeunesse, favorisant ainsi les alternatives, l'innovation, la souplesse et l'économie.

19. Réfléchir aux conséquences du monopole institutionnalisé des Centres Jeunesse sur les pratiques et sur l'idéologie dans les domaines de la protection et de la rééducation des enfants, des pré-ados et des adolescents.

www.familis.org/riopfq/publication/pensons77/faire.html

andragogue@anonymnet.net



**Le Centre québécois
de ressources
à la petite enfance**

2100, avenue Marlowe
Montréal (Québec) H4A 3L5

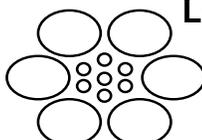
Vox : (1-514) 369-0234
1.877.369.0234

Fax : (1-514) 369-2112
www.cqrpe.qc.ca/
enfance@cqrpe.qc.ca



**Emploi,
Solidarité sociale
et Famille**

Québec



**Les déjeuners-croissants sont diffusés
sur Internet à l'adresse :**

www.familis.org/webcasting.html

Écoutez-nous et voyez-y !

Monsieur Lahssen Abbassi

Monsieur Lahssen Abbassi
 Coordonnateur et formateur interculturel
 Centre Jeunesse Arabe

Garçons et filles et rôle des parents dans le monde arabe et au Québec

L'éducation des enfants dans les sociétés arabo-musulmanes (Maghreb et Proche-Orient) obéit à des codes hérités depuis des siècles. Le Monde arabe n'a connu ni période de Renaissance, ni révolution industrielle comme en Europe, deux phénomènes qui auraient pu bouleverser cet héritage culturel. Certes, cette région a connu un début de renaissance au 19^e siècle, mais la colonisation est venue détruire cette tentative. Bref, le Maghreb et le Proche-Orient sont restés sur un mode à dominance traditionnelle en ce qui concerne les relations hommes-femmes et l'éducation des enfants. Cependant, les sociétés en question changent et ces changements sont relativement longs non perceptibles à l'oeil nu.

Les indépendances ont permis l'émergence d'une classe moyenne instruite et influencée par la pensée européenne. Mais cette classe reste faible numériquement et actuellement a tendance, sous les coups de la mondialisation, de se « retraditionnaliser » au niveau surtout des apparences extérieures (le voile dit islamique). Le monde arabe reste encore largement composé de catégories sociales pauvres, souvent n'ayant pas accès à l'instruction et au savoir (paysans, ouvriers non qualifiés, jeunes désœuvrés ou vivant de petits métiers informels, femmes au foyer). Un homme sur trois et une femme sur deux demeurent analphabètes dans les États arabes.

Même si elle subit des changements sur tous les plans, cette région du monde reste encore attachée à la tradition et dans le cas qui nous concerne – l'éducation des garçons et des filles – les parents et les grands-parents continuent à y jouer encore des rôles de premier plan, l'État n'étant ni intéressé, ni capable de jouer un rôle significatif dans ce domaine. Quels sont ces rôles ?

Le rôle du père

Dans les milieux traditionnels prédominants (à la campagne et le milieu populaire urbain), l'autorité du père est socialement reconnue et valorisée. On dit souvent qu'un homme sans autorité n'est pas un homme. Envers le père, les enfants ont deux sentiments : celui de la vénération et celui de la crainte. La vénération découle du fait que cette autorité est vue comme sacrée, ordonnée par Dieu. L'obéissance au père est un indice sérieux de l'obéissance à Dieu. Cette valeur spirituelle est le premier rempart contre toute remise en question de cette autorité.

Les enfants, garçons et filles, manifestent également la crainte envers le père. Cette crainte s'explique par le fait que le père représente le masculin qui peut user de la force physique pour corriger l'enfant non obéissant. Elle s'explique aussi par le fait que le père est reconnu comme le chef de la famille, le pourvoyeur. Le titre de pourvoyeur est à la fois une obligation sociale et légale. Les pères qui ne peuvent plus honorer cet engagement envers leurs familles perdent l'estime et sont poursuivis par la justice en cas de fuite du foyer familial.

Les enfants sont donc éduqués à obéir aux parents spécialement au père. Voici quelques exemples de la vie quotidienne : les enfants ne haussent jamais la voix sur le père ; quand ce dernier reçoit de la visite, les enfants doivent rester à l'écart ; toute remarque sur les paroles et les décisions du père est considérée comme un manque de respect ; on ne fume pas et ne se met pas torse nu devant lui ; on n'emmène pas la petite copine à la maison ; etc.

Pour s'assurer de se faire respecter et même craint, le père garde ses distances par rapport aux enfants. Le père ami de ses enfants est un phénomène étranger à la culture arabe. L'éducation est confiée à la mère. Quand la situation devient critique, le père intervient pour corriger l'enfant (le garçon) soit par des menaces verbales, soit par l'usage de la ceinture et du petit bâton. En général, les pères dans ce milieu traditionnel ne disposent pas d'autres outils pédagogiques pour résoudre les problèmes de discipline. Il faut noter ici que la correction des filles n'est pas du ressort du père, mais de la mère. Si le père est craint par les enfants, dans la réalité, il se montre plus indulgent et modéré dans la plupart des cas.

Le rôle de la mère

Dans les sociétés arabo-musulmanes, une femme n'acquiert une autorité et un prestige que comme mère. En cette qualité, elle a la responsabilité de l'éducation des enfants. Cette éducation est basée sur une nette division sexuelle du travail qui s'explique par le niveau de développement économique, social et culturel des pays concernés et non par la religion.

Concrètement, la fille apprendra à exécuter les tâches ménagères ; à faire des courses ; à jouer séparément des garçons ; à protéger sa virginité ; à ne pas se montrer vulgaire et insolente ; etc. Bref, la fille est plus sévèrement contrôlée par la mère et s'il y a lieu par les frères plus âgés. Dans les milieux sociaux moyens et aisés, le contrôle est plus souple en raison de leur niveau d'instruction et du contact avec l'Occident par les voyages, la formation académique (en français ou en anglais). Je dis souple, parce que, à titre indicatif, dans le milieu défavorisé, la fille participe aux travaux ménagers et à un âge précoce (7 ou 8 ans) garde ses petits frères et soeurs en l'absence de sa mère. Chez les classes moyennes et aisées, ces travaux – que les femmes du milieu populaire appellent « ch'ka » ou peine – ainsi que la garde d'enfants sont plutôt confiés à des petites bonnes ou domestiques arrachées de leurs campagnes ou de leurs bidonvilles. Cela permet aux filles issues de ces classes de se libérer pour pouvoir poursuivre des études dans de meilleures conditions et plus tard, travailler et se marier dans le même milieu social.

Pour ce qui est de l'éducation des garçons, elle s'avère moins contraignante. Comme futur pourvoyeur, le garçon jouit d'une certaine liberté. L'idée est de lui assurer des conditions lui permettant de poursuivre des études, de décrocher un diplôme et un emploi. L'étape suivante est le mariage et la prise en charge de la famille.

Mais ce chemin tracé par la tradition est de plus en plus bouleversé par le processus d'appauvrissement qui touche une très large partie de la population y compris la classe moyenne. Précarité familiale oblige, les jeunes filles empruntent le chemin du travail pour aider la famille à survivre. Le fait de vouloir garder les filles à la maison jusqu'à leur mariage comme le veut la tradition vole en éclats. Ces jeunes filles partagent de plus en plus le titre de pourvoyeur. Ainsi l'autorité du père sur la famille et celle des garçons sur les filles se trouvent de plus en plus laminées. Ce sont ces bouleversements sociaux – et économiques – qui ont fait émerger des groupuscules islamistes militants pour essayer de contrôler la situation.

Au niveau des droits de la femme à l'éducation, il y a là aussi un net changement. Selon le Rapport Régional sur les États arabes élaboré par l'Institut de statistique de l'UNESCO, qui a étudié les indicateurs de l'éducation de 19 pays pendant l'année scolaire 1999/2000 :

« La scolarisation a beaucoup progressé dans les États arabes, notamment pour les filles. Dans de nombreux pays, les filles ont le même accès à l'enseignement et les mêmes



taux de scolarisation que les garçons, et elles ont plus de chance d'être scolarisées que les jeunes filles de l'Afrique de l'Ouest ou de l'Asie du Sud».

Dans un État dit islamique comme l'Iran, le nombre d'étudiantes à l'université dépassa celui des étudiants. Les autorités ont commencé à pratiquer un quota pour niveler.

Ce sont là des changements importants qui ont un impact sur l'éducation à la maison.

Le rôle des grands parents

Dans le monde arabe, les résidences pour personnes âgées séparées des enfants et des petits-enfants n'existent pas.

Dans le milieu urbain aisé et moyen, les grands-parents vivent dans leurs propres résidences et reçoivent quotidiennement ou presque la visite des membres de leurs familles, leurs résidences étant souvent situées non loin de celles de leurs fils et filles adultes. Dans le milieu populaire, les grands-parents habitent – en général – chez le fils aîné. Précarité oblige. Dès le plus jeune âge, les enfants sont éduqués à prendre soin – à l'âge adulte - des personnes âgées de la famille et de ne pas les « abandonner ». La gestion de la question de l'âge d'or est de l'unique ressort de la famille. Les états arabes n'ont ni la volonté, ni les moyens de s'y immiscer.

Dans les deux milieux, les grands-parents jouent un rôle complémentaire aux parents. À travers des contes, ils transmettent aux petits-enfants des leçons morales pour pouvoir distinguer le Bien et le Mal. Ils interviennent pour consoler le petit-fils ou la petite-fille en prise avec les parents. En cas d'absence de ces derniers, ils gardent volontiers les petits. Admirés et adorés, ils reçoivent leur confiance. En cas de crise entre parents et enfants, les grands-parents jouent le rôle de « wssata » intermédiaires pour protéger les petits-enfants et pour trouver une issue. Leurs paroles et leurs jugements sont généralement respectés par tout le monde. Leur participation à la vie familiale rassure.

Très conscients de la responsabilité parentale en matière d'éducation des enfants, les grands-parents interviennent de façon mesurée, quand c'est nécessaire, avec beaucoup de délicatesse.

La présence des grands-parents dans le quotidien de la famille « élargie » permet d'atténuer le conflit de générations et de garder les traditions et les actes coutumiers.

Le pouvoir des enfants

Dans la culture arabe musulmane et chrétienne, les enfants ne sont pas vus comme le fruit de l'amour, mais comme un cadeau de Dieu. Ils sont aimés en tant que tels. Les parents des milieux pauvres sacrifient le peu de moyens dont ils disposent pour les enfants espérant les voir grandir dans de bonnes conditions, avec aussi l'espoir d'être pris en charge par eux à leur vieillesse. À signaler que dans le monde arabe, la pension de vieillesse pour l'écrasante majorité de la population n'existe tout simplement pas.

Un proverbe populaire marocain dit : « L'enfant c'est comme du cumin, si tu ne le frottes pas, il ne dégagera pas son parfum ». Avant d'être « frotté », l'enfant a intérêt à se soumettre, à obéir aux parents. Devant les parents, spécialement le père, l'enfant garde le silence. Cette attitude est due à la fois à la crainte d'être « frotté » et aussi par une certaine « hchouma » ou pudeur. L'enfant, garçon ou fille, n'ose pas élever la voix sur les parents surtout le père; ne les fixe pas des yeux; ne s'oppose pas aux décisions prises; etc.

L'obéissance aux parents est vécue comme un devoir spirituel. Un enfant, garçon ou fille, qui désobéit de façon systématique a mauvaise presse et risque même d'être rejeté par son entourage (petits amis du quartier, voisins). Quand un garçon désobéit à son père, la mère intervient pour trouver des justifications, des arguments afin d'innocenter l'enfant et par là

de le protéger contre la colère de papa. Après l'incident et en l'absence de ce dernier, la mère n'hésitera pas à engueuler son garçon pour avoir désobéi à son père. Quand c'est la fille qui désobéit, le père n'intervient pas. C'est la mère qui le fait et parfois sans retenue. La pression sur les filles est plus importante surtout en ce qui touche à leur sexualité et donc à l'honneur de la famille. En l'absence du père, c'est le frère aîné qui surveille sa soeur. Si le garçon est éduqué pour obéir aux parents, la fille, elle, est préparée pour obéir aux parents et à son futur mari.

Les rapports entre frères et soeurs sont hiérarchiques à un double niveau : le garçon vient avant la fille et l'aîné (garçon ou fille) avant le ou la plus jeune.

Jusqu'à récemment, la solidarité familiale a permis aux personnes divorcées d'être récupérées par leurs parents et parfois leurs grands-parents. Sous les coups de la mondialisation, on assiste dans le monde arabe à un relâchement des valeurs traditionnelles de solidarité et d'entraide. Le phénomène de la femme monoparentale a fait son apparition ici et là dans les grandes villes surpeuplées et mal gérées. En Égypte par exemple, un mariage sur trois échoue.

Confrontée au modèle traditionnel très dominant (famille classique) et portant elle-même ce modèle dans sa mémoire, la femme monoparentale arabe n'arrive pas à gérer sa nouvelle condition, spécialement en ce qui a trait à l'éducation des enfants dont elle a la garde. Frustrés de l'absence du père, les enfants deviennent souvent incontrôlables. Ils osent défier leur mère en lui reprochant cette absence, à elle. Les choses se gâtent quand il s'agit d'un enfant unique dans les milieux défavorisés. Trop gâté et craint par la mère, le garçon se transforme en petit monstre. Dans le journal égyptien Ahram Hebdo du 9 juin 2004, Nadia Radwane, une sociologue égyptienne décrit les approches en éducation des personnes monoparentales :

« Les mères qui éduquent seules leurs enfants optent pour deux systèmes d'éducation : soit elles éprouvent un amour débordant pour leurs enfants étant donné que nous sommes un peuple réputé pour être émotif ou alors, elles se comportent plus sévèrement, sachant pertinemment que la société est impitoyable, surtout envers les femmes divorcées plutôt que les veuves. Mais la situation diffère quand l'homme décide d'élever ses enfants tout seul. Bien qu'il rencontre beaucoup de mal pour les orienter, cette expérience pratique s'avère efficace pour les enfants qui vivent avec leur père ».

La situation au Québec

L'écrasante majorité des parents d'origine arabe installés au Québec est issue de la classe moyenne urbaine. Scolarisés, ces parents, avant leur arrivée au Québec, étaient en contact permanent avec la culture occidentale dont ils reconnaissent les aspects jugés positifs pour eux et pour leurs enfants. Ils accordent une grande importance à l'éducation de leurs enfants. Mais quelle éducation ? certes, ils sont admiratifs des moyens dont dispose le système scolaire québécois comparativement à celui des pays d'origine. Ils apprécient les valeurs démocratiques véhiculées à l'école. Cependant, ils manifestent des réserves quant à l'éducation sexuelle qu'ils jugent souvent trop permissive; aux libertés sans limites accordées aux jeunes; à la situation des enseignants qui font preuve de mollesse et de crainte face aux élèves; etc. Ces réserves découlent d'une perception largement partagée et puisent dans l'héritage culturel que ces parents portent. Ils s'inquiètent aussi du sort des garçons (échec scolaire).

Par rapport à la loi sur la protection de la jeunesse, ils considèrent qu'elle offre la part belle aux enfants leur donnant même le droit de poursuivre les parents en justice. Et il y a aussi le 911 qui les intimide.

À la maison, il y a la télévision qui fascine aussi bien les grands que les petits. Elle est remplie de scènes de violence et incite à la consommation y compris du sexe, chose interdite dans le monde arabe.



Face à l'école et à la télévision comme moyens éducatifs et de divertissement, les parents issus de la communauté (et ceux d'autres communautés) se sentent démunis et en position de faiblesse. Aussi bien l'école que la télévision inculquent l'autonomie individuelle. Or cette notion n'existe pas dans les sociétés arabes. Elle est assimilée à de l'individualisme c'est-à-dire à de l'égoïsme « ananiya ». La question est de savoir comment préserver la valeur de solidarité familiale chez les enfants devant l'individualisme ambiant. Selon les parents d'origine arabe, l'autonomie individuelle inculquée aux enfants, si elle a certains aspects positifs reconnus, reste menaçante non seulement pour l'esprit de solidarité familiale, mais également pour l'autorité parentale.

Pour ce qui est des enfants, ils vivent une double culture, celle de la société d'adoption et celle des parents. Apparemment, et en l'absence d'études approfondies sur la question, ils la vivent sereinement. Les fugues et la délinquance des jeunes de la communauté sont exceptionnelles. Mais on constate aussi des conflits entre parents et enfants à propos des sorties, des types d'amis à fréquenter ou non, du respect des parents. Ces conflits ne sont pas de nature à provoquer la rupture.

Majoritairement issus de la classe moyenne scolarisée ayant intégrée certaines valeurs du monde occidental, les parents d'origine arabe montrent un certain réalisme quant à l'éducation de leurs enfants. Les garçons et les filles sont traités de façon à leur permettre une pleine intégration à leur milieu. Les filles restent cependant relativement surveillées dans leurs sorties, honneur oblige. Les fugues des filles, symptôme d'une oppression parentale, sont assez rares. Le port du voile par des filles musulmanes reste encore marginal car la volonté des parents de

faciliter l'intégration en douceur de leurs enfants (filles et garçons) est toujours présente. Cette volonté est parfois telle que dans de nombreuses familles issues du Maghreb surtout, les enfants ne parlent pas l'Arabe à la maison. Cependant, les quelques parents qui n'arrivent pas à s'adapter aux valeurs éducatives et au mode de vie nord-américain optent tout simplement pour le retour au pays d'origine.

Au Québec et au Canada, l'image du père seul pourvoyeur et chef de famille n'est pas applicable dans le cas des familles d'origine arabe. De même, celle de la femme et la fille soumises restant au foyer et s'occupant de la cuisine. On assiste même à des situations paradoxales pour les pères. En effet, les pères n'ayant pas de travail et dont les épouses sont sur le marché de travail vivent très mal cet état de fait. Heureusement la grande majorité d'entre eux considère cette situation comme provisoire. Mais quand le provisoire dure, le père aura tendance à la déprime et finalement au divorce.

Si les parents issus de la communauté considèrent que l'éducation des enfants est de leur ressort, ils sont également très conscients que cette même éducation est partagée avec le monde extérieur : école, télévision, amis et voisins qui souvent ne sont pas de la même origine.

Isolés (pas de quartier arabe à Montréal, pas de famille élargie), les parents d'origine arabe ayant des difficultés avec leurs enfants ne trouvent cependant pas de ressources adaptées pouvant les aider. Une tentative de formation des parents a été tentée par Centre Jeunesse Arabe à Montréal, mais, sans financement récurrent, a dû s'arrêter.

www.familis.org/riopfq/publication/pensions77/abbassi.html



Centre Jeunesse Arabe

10780, rue Laverdure
Bureau 212
Montreal (Québec) H3L 2L9

Vox : (1-514) 272-2535

Fax : (1-514) 948-5097

www.centrejeunessearabe.org

cja@vif.com



Monsieur Manuel Peñafiel, t.s.

Monsieur Manuel Peñafiel, t.s.

Travailleur social

Équipe jeunesse

CLSC Des Faubourgs

La santé mentale des enfants : SOS Garçons

Monsieur Manuel Peñafiel est travailleur social et oeuvre dans l'Équipe jeunesse du CLSC Des Faubourgs.

Il possède une grande expertise dans le Centre-Sud de Montréal. Il a été intervenant au Projet TRIP.

Dans son intervention, il nous parlera de la difficulté pour les garçons de grandir et de devenir un homme avec les mythes de la masculinité, qui les poussent à reproduire une image de l'homme qui est difficile à tenir.

Fondement théorique

Nous avons fait le choix de concevoir un projet qui s'adresse exclusivement aux jeunes garçons. Voici les motifs de notre choix.

Le code de la masculinité

Devenir un homme, être le garçon auquel on s'attend, représente un défi de taille pour tous les adolescents. Cela fait partie intégrante du chemin à parcourir pour se forger une personnalité propre. Les garçons empruntent donc ce chemin et se guident avec les conceptions sociales de ce qu'un homme doit être. Ces conceptions font souvent référence aux stéréotypes qui constituent l'idéal masculin. Cet idéal, renforcé par la société, devient le code de conduite obligatoire qui régit les attitudes et les comportements du « mâle ». Il devient alors très difficile pour un jeune de déroger à ces règles.

Ces stéréotypes reposent sur quatre impératifs qui sont au coeur du code de la masculinité. Ces impératifs peuvent se résumer ainsi :

« **Les hommes sont forts comme des chênes** », c'est-à-dire, rien ne peut les atteindre. Cette prémisse pousse les garçons à refouler tout sentiment qui pourrait les rendre vulnérables aux yeux des autres et surtout de leurs pairs. Comme tous les stéréotypes, celui-ci est renforcé par la société dès la tendre enfance par des phrases du type, « un garçon ne pleure pas ». 

« **Les hommes, ça crie toujours plus fort** ». C'est l'attitude de défi, d'audace et d'insolence que l'on tolère chez les hommes car on la croit inévitable. Comme si les garçons avaient une prédisposition biologique à la violence, incapables de se retenir ou de se contrôler. Ce sont les entraîneurs sportifs qui gueulent, les héros de films qui ne se laissent jamais piler sur les pieds. Ce mythe pousse les garçons à s'embarquer dans des situations explosives où il est impossible de reculer sans perdre la face. C'est le mythe qui transforme les hommes en boucs.

« **Les hommes sont des gros bonnets** ». Le mythe veut que les hommes qui réussissent soient des « big shots », des gagnants qui y sont parvenus en étant des caïds. C'est le chemin à emprunter pour avoir du pouvoir, pour être le dominateur. Et il faut savoir que dans l'univers de l'adolescent, l'absolu est souvent roi. Alors si l'un n'est pas dominant, il est forcément dominé ! Vaut mieux être le premier. Cela pousse alors les garçons à se vêtir d'une armure qui prétend montrer qu'ils sont en contrôle et qui les protège de la honte et de l'humiliation à tout prix. « De toute façon, rien n'affecte les vrais hommes ». Cette attitude fait donc en sorte que les garçons qui vivent des échecs doivent cacher leurs peurs derrière le masque du « je m'en fous ! ».

« **Il ne faut jamais faire fillette** ». La conception de ce qui fait « gars » ou « fille », empêche les garçons d'exprimer toute la panoplie de sentiments qui sont réservés aux filles (la dépendance, la chaleur humaine, l'empathie). Tout ce qui fait « fille » rend vulnérable. Camisole de force par excellence, ce clivage entre sentiments d'homme et sentiments de femme, réduit l'éventail des sentiments masculins à la seule expression de ceux qui les rend en apparence solides, autonomes et indépendants. Il est donc impossible pour les garçons d'explorer toute l'étendue du registre des sentiments possibles puisque tabous aux yeux de la société, mais qui pourtant sont naturels, spontanés et sains. Les garçons comprennent vite qu'il est préférable de ne pas se montrer vulnérables et refoulent constamment leur vécu affectif et émotionnel. Beaucoup d'entre eux sont incapables de se montrer à la hauteur des attentes et doivent endurer les sarcasmes, le rejet et le ridicule. C'est le début d'une déconnexion entre les garçons et les adultes.

Les conséquences

Nous élevons ainsi des garçons qu'on pousse très tôt vers l'autonomie mais à qui l'on n'accorde pas le droit de douter, de prendre le temps d'être prêts. Des garçons à qui l'on inculque la honte s'ils ne parviennent pas à cadrer dans le modèle de la masculinité qui leur est présenté. Car il est honteux pour un garçon de ne pas être à la hauteur. Si tu as peur dans le noir, « fais un homme de toi » ; si tu n'es pas bon avec tes poings, « t'es pas un homme » ; si tu racontes tes peurs ou tes problèmes, « arrête de te cacher sous les jupes de ta mère » ; si tu aimes la danse, « t'es une vraie tite-fille ».

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que les jeunes adolescents qui débarquent dans un nouveau milieu comme l'école secondaire, traînent des blessures en silence depuis plusieurs années. Ces jeunes sont peu portés à se confier et à demander de l'aide. Frustrés par leur incapacité à exprimer certaines facettes de leur personnalité, ridiculisés lorsqu'ils ne sont pas assez « virils », certains garçons se mettent à emprunter un parcours dangereux. Tour à tour victimes des plus forts et bourreaux des plus faibles, ces jeunes passent le plus clair de leur temps d'école à survivre. On se fait attaquer psychologiquement et physiquement par les plus forts, on se venge sur les plus faibles dès qu'on en a l'occasion. Tout cela sans que les adultes soient au courant. Soit que les jeunes ne nous en parlent pas car le code de la masculinité les oblige à garder l'image du garçon en contrôle de tout, soit qu'on trouve cela normal car après tout, « ce sont des garçons ».

Le défi

Mais comment faire pour que nos garçons puissent devenir des hommes, sans tomber dans les pièges du code de la masculinité. Il est parfois difficile pour des parents préoccupés par ces stéréotypes de ne pas les inculquer à leurs enfants, lorsque ces derniers sont encore tout petits. Vouloir le faire avec des adolescents, qui ont déjà bien compris et intégré ces comportements, s'avère une entreprise délicate. En effet, il faut réussir à élargir l'éventail de sentiments que ces jeunes peuvent utiliser, tout en assurant un lieu protégé des moqueries et du sentiment de honte omniprésent dans leur milieu. Il faut leur faire vivre ces sentiments, leur donner la chance d'en parler et de trouver des façons de faire qui pourront remplacer la violence, la fanfaronnade ou le « je-m'en-foutisme » avec lequel ils affrontent la vie. Cette dernière facette de l'entreprise est importante, car s'il est salutaire de pouvoir s'exprimer librement dans un lieu sécurisé pour adopter ces nouvelles façons de faire, il faut de plus être certain qu'on ne perdra pas la face en reniant l'ancien code.

Tout d'abord, il faut réunir nos jeunes autour d'un projet qui nous permettra d'explorer la gamme d'émotions dont nous parlions plus tôt. Pour créer un environnement propice, il est important de respecter le désir ludique des adolescents, sans pour autant oublier qu'ils possèdent souvent une vue plutôt restreinte des possibilités que peut présenter une activité. Toutefois, pour qu'ils se sentent « repus », il importe que l'activité soit complète, c'est-à-dire qu'elle fasse appel à tous leurs sens.

Les jeunes ont besoin d'une structure claire pour participer à une activité sans avoir à se soucier indûment des aléas propres à la vie en groupe (« vais-je être accepté », « ce que je fais sera jugé », « les plus grands veulent me frapper », « on ne m'aime pas », « de toute façon, c'est con »). Cependant, si la structure prend trop de place et devient trop lourde, les adolescents peuvent se sentir frustrés car l'atteinte de leurs objectifs ne leur apparaît pas perceptible dans le temps. L'immédiateté est une valeur bien connue de l'adolescence !

Un groupe de garçons

Malgré tout, on peut toujours se demander pourquoi cette activité s'adresse seulement aux garçons. On observe en effet que le phénomène de la violence et de la criminalité est en croissance et en train de devenir très préoccupant chez les jeunes filles.

En dehors du fait que les apprentissages requis diffèrent d'un groupe à l'autre, les garçons doivent faire face à des attentes très contradictoires de la part de la société. Cette réalité fait en sorte qu'ils s'efforcent de trouver des réponses particulières face à ce défi.

Au Québec en particulier, on observe que les garçons abandonnent l'école dans une proportion de trois à quatre fois supérieure aux filles et leurs performances négatives au niveau académique ne sont plus un secret pour personne. Il est donc clair que les garçons éprouvent des difficultés. Cependant, au chapitre des mythes de la masculinité, ces difficultés apparaissent propres aux garçons et donc, normales. Toutes les angoisses dues à la peur de l'échec doivent alors être cachées car de toute façon, « on s'en fout ». Mais les garçons ont une drôle de façon de « s'en foutre ». La mortalité avant 18 ans est plus forte chez les garçons et 80 % des suicides sont masculins. Les garçons pressentent quatre fois plus de problèmes comportementaux ou émotionnels, deux fois plus de références en Centre Jeunesse, présentent six fois plus d'hyperactivité et six fois plus de schizophrénie à l'adolescence. Nous nous adressons donc à des garçons dont l'estime de soi est plus fragile, qui sont plus « diagnostiqués » et qui consomment souvent davantage de médicaments, parfois très puissants (troubles de l'attention).



Pour conclure, notons aussi que les statistiques sur la criminalité et en particulier, sur les événements de violence contre la personne ou contre les biens, est dans une proportion très importante le fait des « garçons » devenus hommes adultes, mais dont le développement de l'affectivité présente des lacunes tout aussi importantes. La « Quête du héros intérieur » comporte donc une dimension préventive de premier ordre. Il veut à la fois respecter le besoin du mâle de se valoriser et d'être valorisé et être source d'apprentissage d'une plus grande empathie envers soi et envers ses concitoyens.

Objectifs généraux

Pour prévenir l'occurrence de comportements violents et criminels, nous voulons :

- * Jeter les bases d'une identité masculine positive et d'un modèle constructif de la masculinité;
- * Favoriser la reconnaissance et l'acceptation d'un registre étendu de sentiments et d'émotions chez les jeunes garçons;
- * Confronter les jeunes à eux-mêmes, à leurs limites et à leurs capacités;
- * Développer la tolérance et le respect;

- * Cultiver la solidarité dans un groupe;
- * Stimuler les apprentissages à l'intérieur d'un environnement ludique, stimulant le développement de l'imaginaire.

Objectifs spécifiques

Pour parvenir au but visé, nous voulons :

- * Créer un environnement où les jeunes se sentiront libres d'exprimer tout le registre des émotions et sentiments qu'ils éprouveront;
- * Augmenter l'identification et l'expression verbale des sentiments et des émotions éprouvés;
- * Modifier la perception qu'ont les jeunes des valeurs en lien avec la masculinité et ainsi, nuancer le modèle de la masculinité qu'ils ont reçu;
- * Augmenter les habiletés manuelles, cognitives et intellectuelles;
- * Accroître l'estime de soi et la valorisation de soi;
- * Réduire l'incidence du recours à la violence verbale et physique chez les jeunes participants.

www.familis.org/riopf/publication/pensons77/penafiel.html



Siège social www.clscdesfaubourgs.qc.ca/
1705, rue de la Visitation
Montréal (Québec) H2L 3C3

Vox : ☐(1-514) 527-2361
Fax : ☐(1-514) 598-7754 info@clscdesfaubourgs.qc.ca

Point de service

1250, rue Sanguinet
Montréal (Québec) H2X 3E

Vox : (1-514) 527-2361
Fax : (1-514) 847-0728

Point de service

2260, rue Parthenais
Montréal (Québec) H2K 3T

Vox : (1-514) 527-2361
Fax : (1-514) 527-9770



Les membres du Conseil d'administration 2003-2004



Assis :

Ruth Laliberté-Marchand - Première vice-présidente
Organisation mondiale pour les familles FAMILIS - OMF

Richard Sarrasin - Président
Association des centres jeunesse du Québec
Maison des Grands-Parents de Sherbrooke

Merlaine Brutus - Administratrice
Entraide bénévole - Kouzin Kouzin'

Julien Ouellet - Administrateur
Maison des Grands-Parents de Sainte-Foy

André Thouin - Vice-président trésorier
La Rêvothèque

Gérard Valade - Administrateur
Table provinciale de pastorale familiale

France Laflamme - Vice-présidente
Seréna Québec

Marc Lamarche - Vice-président secrétaire
Fédération des coopératives
d'habitation intermunicipale
du Montréal métropolitain - FÉCHIMM

Lise Henry - Administratrice
Association
des haltes-garderies communautaires
du Québec

Yves Lajoie
Directeur général

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec a été créé en février 1983. Incorporé le 19 mai 1984, le Regroupement vise à réunir des organismes. Il en compte quatre-vingt-dix-sept. Parmi les buts poursuivis, notons ceux de regrouper les intervenants et intervenantes dans le domaine de la famille, d'effectuer toute recherche concernant la famille, de diffuser de l'information appropriée, d'intervenir auprès de la population et des pouvoirs publics pour promouvoir la famille.

Le Carrefour des affaires familiales a été créé en octobre 1986 et incorporé le 29 octobre 1991. Entité qui relève du Regroupement, le Carrefour a pour mission de rejoindre toutes personnes intéressées aux affaires familiales et de leur permettre de se réunir pour pousser librement leur réflexion sur un thème donné. Afin de couvrir l'ensemble des volets de la politique familiale, des déjeuners-croissants sont organisés chaque mois. On y considère l'éducation, le travail, la justice, l'environnement, la santé et les services sociaux toujours sous l'angle familial.

Les Déjeuners-croissants convient toute personne intéressée par les affaires familiales afin d'échanger sur celles-ci, de s'informer mutuellement de ces sujets et de promouvoir les intérêts de la famille.

Devenez membres

Pour les organismes :

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

La cotisation annuelle est de 50\$.

Le membrariat confère le droit de participation et de vote à deux délégués de votre organisme à l'Assemblée générale annuelle.

Vous recevez les invitations à participer aux activités du Regroupement et du Carrefour.

Un exemplaire du bulletin Pensons famille vous est adressé.

Pour les personnes :

Le Carrefour des affaires familiales

La cotisation annuelle est de 20\$.

Vous recevez les invitations à participer aux activités du Regroupement et du Carrefour.

Un exemplaire du bulletin Pensons famille vous est adressé.

Contactez-nous

Les déjeuners-croissants sont diffusés sur Internet à l'adresse :

www.familis.org/webcasting.html

Écoutez-nous et voyez-y !



Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

4837, rue Boyer, bureau 110
Montréal (Québec) H2J 3E6

Numéro de téléphone : (1-514) 527-8435
Numéro de télécopieur : (1-514) 527-8816
www.familis.org/riopfq riopfq@familis.org

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Dépôt légal - 3e trimestre 2004

Ont collaboré à la réalisation du présent **Pensons famille**
Marie-Berthe Chevalier, Karina Jallade,
Yves Lajoie, Lyette Lamothe et Jeannine Molai Ndasi

Le Conseil d'administration

Le président : Richard Sarrasin
La première vice-présidente : Ruth Laliberté Marchand
La vice-présidente : France Laflamme
Le vice-président secrétaire : Marc Lamarche
Le vice-président trésorier : André Thouin
L'administratrice : Merlaine Brutus
L'administratrice : Lise Henry
L'administrateur : Julien Ouellet
L'administrateur : Gérard Valade

Les collaboratrices et collaborateurs

Le webmestre : Mohamed Arhab
Le cinéaste : Raymond Dumoulin
L'animatrice : Marie-Berthe Chevalier
La secrétaire réceptionniste : Karina Jallade
Le directeur général : Yves Lajoie
La coordonnatrice : Lyette Lamothe
La secrétaire comptable : Jeannine Molai Ndasi